

« LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION »

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« Imaginaires et sociologies des jeunesses françaises : entre crise du commun et besoin d'exigence »

par Joachim Le Floch-Imad,
Directeur de la Fondation Res Publica, diplômé de Sciences Po et de La Sorbonne,
auteur de *Tolstoï, une vie philosophique* (Le Cerf, 2023)..... 9

« L'école de la République ne peut pas échouer »

par Matthieu Lahaye,
Spécialiste des questions éducatives, membre du Conseil scientifique de la
Fondation Res Publica..... 23

« L'enseignement technique : une histoire révélatrice des paradoxes qui entourent l'enseignement en France »

par Michel Lugnier,
Inspecteur général de l'Éducation nationale, docteur en Sciences de l'Éducation,
auteur de plusieurs rapports consacrés à l'orientation et à l'enseignement
professionnel 33

« La conception républicaine de la nation comme antidote à la fragmentation du commun »

par Natacha Polony,
Directrice de la rédaction de *Marianne*, agrégée de lettres modernes, auteure,
notamment, de *Changer la vie : programme pour une reconquête démocratique*
(Éditions de l'observatoire, 2017)..... 45

Débat 54

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous sommes heureux de fêter la rentrée avec vous en présence de notre Président fondateur.

La jeunesse, un thème inhabituel pour notre fondation. Nous n'en traiterons pas ce soir sous un angle sociologique : nous ne sommes pas là pour faire une étude à plat de l'ensemble des éléments qui peuvent caractériser la jeunesse d'aujourd'hui, ce n'est pas notre vocation.

Mais interrogeons un instant l'article « la ». Peut-on parler réellement de « la » jeunesse dans sa généralité ? A-t-on jamais pu le faire ? Le discours à la jeunesse que Jaurès prononça en 1903 devant les lycéens d'Albi s'adressait à moins de 10 % de la population. La jeunesse qui dans la rue défile contre le climat est-elle la même que celle qui brûle les automobiles en banlieue et parfois dans les centres-villes ? En mai 68 nous avons sans doute aussi plus d'une jeunesse, la jeunesse étudiante s'étant conçue comme le guide d'une révolution future mais à la recherche d'une classe ouvrière qui tardait à la rejoindre.

En réalité le long XX^{ème} siècle qui vient de s'écouler a compté cinq générations de jeunes, pas plus. La génération de 1914, la génération de l'Occupation et de la Résistance, la génération de 68, la génération des Yuppies et puis celle du millénaire dont je me félicite de voir ici quelques représentants. Les seuls moments où la jeunesse s'est trouvée dans la même situation historique furent malheureusement les guerres, dans les tranchées et l'Occupation. Mais c'est à l'école – aujourd'hui celle d'une jeunesse largement fragmentée – et au sein du service national – devenu de moins en moins égalitaire –, que toute la jeunesse se retrouvait et se confrontait, d'où qu'elle vînt, toutes classes sociales confondues.

Tout ce que je viens de dire ne vaut que jusqu'à la fin des années 90. Alors aujourd'hui de quelle jeunesse parlons-nous ? Je laisserai les intervenants préciser davantage cette question.

Nous commencerons par entendre Joachim Le Floch-Imad. Nous sommes très heureux d'entendre le directeur de notre fondation s'exprimer à la tribune. Il va nous parler de la manière dont la jeunesse se situe dans son imaginaire et dans ses différents aspects sociologiques.

Son intervention sera suivie par celle de Matthieu Lahaye, spécialiste des questions éducatives, sous-directeur chargé des savoirs fondamentaux et des parcours scolaires à la DGESCO (Direction générale de l'enseignement scolaire), au ministère de l'Éducation nationale, membre de notre conseil scientifique, qui vous parlera de l'urgence de refonder l'école de la République en prenant la mesure à la lumière du défi que représente l'éducation de la jeunesse.

L'enseignement technique, histoire, enjeux et perspectives, sera abordé par Michel Lugnier que nous remercions de sa présence parmi nous ce soir. C'est la première fois qu'il intervient dans notre fondation. Inspecteur général de l'Éducation nationale, docteur en Sciences de l'Éducation, il est l'auteur de plusieurs rapports consacrés à l'orientation et à l'enseignement professionnel. En effet, si notre approche n'a pas l'ambition d'être complète, elle serait gravement déficitaire si elle ne se projetait pas vers la question du travail.

Pour finir, nous parlerons de la conception républicaine de la nation comme antidote à la fragmentation du commun, si cela est possible et envisageable, avec Natacha Polony, que l'on ne présente plus et que nous remercions beaucoup d'être des nôtres ce soir.

Je donne la parole à Joachim pour faire le point sur les caractéristiques actuelles de la population qui est celle de la jeunesse. J'ai la certitude que son intervention ne sera pas descriptive mais analytique, précise, détaillant les contradictions et la diversité des problèmes qui se posent.

Imaginaires et sociologies des jeunessees françaises : entre crise du commun et besoin d'exigence

I - De la nécessité de refuser l'essentialisme et la guerre intergénérationnelle qui s'instaure

Je vous remercie, Madame la Présidente, chère Marie-Françoise, pour votre introduction et pour cette belle invitation.

Je préciserai pour commencer que je ne prends pas la parole ce soir en tant que jeune, car il n'y a rien de pire que le jeunisme. Rien de pire que cette idée selon laquelle la vérité serait toujours du côté de la jeunesse. Rien de pire que ce mépris présentiste pour le passé et l'avenir. Rien de pire que cet *hubris* adolescente qui transforme les adultes en grands enfants. Ce jeunisme se déploie, ce qui est paradoxal, à un moment où notre pays est en proie à un vieillissement accéléré¹, sur fond de radicalisation des crispations intergénérationnelles. Il n'y a qu'à regarder à quel point le débat public est devenu caricatural pour s'en convaincre.

D'un côté, de jeunes auteurs qui font de l'indignation leur fonds de commerce et qui parent la jeune génération de toutes les vertus. À l'occasion de la campagne de promotion de son ouvrage *Sois jeune et tais-toi*, la journaliste Salomé Saqué déclarait par exemple : « Cette jeunesse, notre jeunesse, est le seul et unique espoir que nous avons aujourd'hui pour sauver le monde. »² Le propos a le mérite d'être ambitieux mais j'aimerais tout de même rappeler qu'être jeune ne fait pas une politique et que les critiques que l'on a pu formuler à l'égard des facilités d'esprit soixante-huitardes demeurent valables aujourd'hui.

À ce discours aux relents victimaires, répond un discours anti-jeunes qui prospère et que je trouve de plus en plus manichéen et aigri. Brice Couturier, dans

¹ Depuis 2014, la part des plus de 60 ans dépasse pour la première fois de notre histoire celle des moins de 20 ans.

² Salomé Saqué, *Sois-jeune et tais-toi : Réponse à ceux qui critiquent la jeunesse*, Paris, Payot, 2023.

*Ok Millennials*³, explique par exemple que sa génération serait une « génération confiante et optimiste, tournée vers l'avenir, tolérante et bienveillante », là où la jeune génération serait égoïste, frileuse et ingrate. Pascal Bruckner nous dit à peu près la même chose dans son récent ouvrage *Le sacre des pantoufles*⁴. On peut débattre bien sûr de ces constats qui ont une part de vrai. Mais ce qui est insupportable, c'est la tendance à l'essentialisation, le simplisme dans le jugement. Pour sortir de cette guerre générationnelle, deux voies seraient envisageables. La première consisterait à renvoyer tout le monde dos à dos, dans un geste misanthrope que le philosophe Cioran avait revendiqué avec humour dans ses *Cahiers* : « À vingt ans, je n'avais en tête que l'extermination des vieux ; je persiste à la croire urgente mais j'y ajouterais maintenant celle des jeunes. Avec l'âge on a une vision plus complète des choses. »⁵ Je plaiderai pour ma part pour une option moins radicale et plus conventionnelle dans ce cénacle : celle de la République et de l'accent mis sur le commun. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que la société française a rarement été aussi fragmentée et que cette fragmentation est également observable au sein de la jeunesse.

II - Une jeunesse fragmentée et prisonnière de bulles cognitives

La jeunesse n'est pas en effet un objet sociologique figé, un bloc monolithique sans nuances. Dans son ouvrage *Les nouveaux enfants du siècle*⁶, publié fin 2016, le journaliste Alexandre Devecchio évoquait trois jeunesses : la « Génération Zemmour », la « Génération Michéa » et la « Génération Dieudonné ». J'en distinguerai pour ma part quatre dont l'imaginaire, les aspirations et les combats me semblent résolument différents.

• La jeunesse diplômée, urbaine, intégrée, dominée par le « gauchisme culturel »

Il existe tout d'abord une jeunesse diplômée, urbaine et relativement intégrée économiquement, qui communie dans ce que le sociologue Jean-Pierre Le Goff

³ Brice Couturier, *Ok Millennials ! Puritanisme, victimisation, identitarisme, censure*, Paris, L'observatoire, 2021.

⁴ Pascal Bruckner, *Le sacre des pantoufles : Du renoncement au monde*, Paris, Grasset, 2022.

⁵ Emil Michel Cioran, *Cahiers*, Paris, Gallimard, 1997.

⁶ Alexandre Devecchio, *Les nouveaux enfants du siècle*, Paris, Le Cerf, 2016.

qualifie de « gauchisme culturel ». Celle-ci se politise en premier lieu sur des combats sociétaux, contre la « domination » et contre les discriminations. Partisane d'une « hospitalité inconditionnelle », pour reprendre la formule de Derrida, cette jeunesse est relativement intolérante à l'égard de ceux qui ne partagent pas sa vision du monde⁷. Elle baigne aujourd'hui dans une culture politique horizontale et protestataire, qui la conduit par exemple à s'investir dans des mouvements de rue et dans des *happenings*. Je pense par exemple aux blocages d'*Extinction Rebellion*, aux marches de soutien à Adama Traoré, aux marches pour le climat ou encore aux manifestations contre l'islamophobie. La sociologie de ces mouvements est tout sauf anodine. On y remarque une très large mobilisation des moins de 30 ans, des Bac+5 et des catégories socio-professionnelles supérieures.

Lorsqu'elle vote, cette jeunesse penche très nettement vers la gauche radicale. 42 % de la classe d'âge a voté pour la Nupes au premier tour des législatives. À Sciences Po, école parfaitement représentative de ce glissement sociétal et diversitaire, Jean-Luc Mélenchon obtient 55 % des voix à l'élection présidentielle⁸. Au-delà des étudiants, l'administration de l'école est partie prenante de cette évolution dans la mesure où elle accepte des choses qui jadis n'auraient jamais eu leur place dans l'institution. Je pense par exemple au *Hijab Day*, à la *Queer Week* ou encore à l'inflation des *studies*, qui correspondent à une conception très militante de la recherche, comme nous l'avait expliqué la sociologue Nathalie Heinich à l'occasion d'un précédent colloque de notre Fondation⁹. Cette jeunesse en rupture avec notre logiciel et nos codes culturels est tout sauf négligeable démographiquement. Mais encore une fois elle n'est pas toute la jeunesse, comme beaucoup le croient par effet de loupe.

⁷ Yovan Simovic, « Gauche urbaine bien-pensante : "Si vous êtes diplômé, vous êtes plus sûr de vous et moins tolérant" », *Marianne*, 3 août 2023.

⁸ Anne Muxel et Martial Foucault, *Une jeunesse engagée : enquête sur les étudiants de Sciences Po (2002-2022)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

⁹ « Le double fléau du militantisme académique et de l'identitarisme », intervention de Nathalie Heinich lors du colloque de la Fondation Res Publica « La République face à la déconstruction », organisé le mardi 8 mars 2022.

• La jeunesse des banlieues

Cette jeunesse des banlieues est très largement immigrée ou d'origine immigrée et extra-européenne, ce que montrent par exemple les données de France Stratégie en Seine-Saint-Denis¹⁰. Bien sûr il existe des réussites républicaines chez certains de ces jeunes. Mais la majorité d'entre eux est frappé par la crise de l'intégration (je n'ose même pas employer le terme « assimilation » ...) du fait d'une distance culturelle trop grande, de l'échec scolaire et du chômage. Bien souvent, cette jeunesse fait même sécession vis-à-vis de la communauté nationale. Sécession favorisée par le ressentiment colonial et par la croyance en un racisme systémique que certains utilisent comme une manne électorale. Dans des quartiers de plus en plus nombreux, l'État est ainsi perçu comme un clan rival et nos principes républicains comme des prétextes pour reléguer les musulmans et les « racisés ».

Largement dépolitisée, cette jeunesse est travaillée en profondeur par les codes de la société américaine et par le rejet de toute forme de règles. Elle grandit dans des structures familiales déficientes, marquées par l'absence du père, comme l'expliquait récemment à *Marianne* le sociologue Ruben Rabinovitch¹¹. Cette hyperpropension à la mono-parentalité renforce le poids du clan, clan qui enferme les jeunes dans des logiques d'honneur et les pousse à l'ultra-violence. On ne comprend rien aux émeutes qui se sont déroulées cet été si l'on ne pense pas cette logique clanique, étayée par un récent rapport interministériel sur le profil des émeutiers¹². Ce rapport montre bien que la mort de Nahel était, pour la plupart d'entre eux, un prétexte tout à fait secondaire par rapport au besoin d'adrénaline, au désir de détruire, de s'en prendre à nos symboles républicains et d'imiter le reste du clan.

¹⁰ « Immigration et démographie urbaine » : ce que nous apprennent les cartes de France Stratégie », *Observatoire de l'immigration et de la démographie*, 25 août 2021.

¹¹ Ruben Rabinovitch, Émeutes : « Les gangs qui mènent les pillages ne sont pas forts...seulement ultra-violents », *Marianne*, 11 juillet 2023.

¹² Étude commandée le 28 juillet 2023 par les ministères de l'Intérieur et de la Justice à l'Inspection Générale de l'Administration (IGA) et à celle de la Justice (IGJ).

• La jeunesse de la « France périphérique »

Il ne faudrait pas oublier par ailleurs la jeunesse de cette France périphérique décrite par le géographe Christophe Guilluy ou le romancier Nicolas Mathieu. Celle-ci concerne les communes rurales, les petites et moyennes villes reléguées économiquement. Cette jeunesse subit de plein fouet l'effondrement de l'école, les inégalités de destin et le chômage. Elle se montre beaucoup moins confiante en elle-même et en son avenir que le reste du pays. On associe souvent aujourd'hui la jeunesse à la mobilité mais cette jeunesse de la France périphérique est hyper-sédentaire. Seulement 12 % des 17-23 ans ont par exemple passé un semestre ou une année à l'étranger au cours des cinq dernières années¹³. Frappée par l'insécurité culturelle et l'angoisse de la fin du mois, cette jeunesse ne se retrouve pas dans les revendications déconstructionnistes. Elle n'est pas particulièrement républicaine mais elle est en demande d'autorité, parfois d'autoritarisme. Cette jeunesse est tout sauf marginale statistiquement parlant. Elle comprend beaucoup de dépolitisés, d'abstentionnistes apathiques ou d'électeurs du Rassemblement national. Au premier tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen obtenait par exemple 28 % des voix des 18-24 ans et 33 % des 25-34 ans. Pour des pans de plus en plus larges de la jeunesse, ce vote n'est plus un vote de contestation mais un vote d'adhésion, un marqueur sociologique déterminant.

• La jeunesse conservatrice

À cette jeunesse de la France périphérique, nous pourrions en ajouter une quatrième assez proche en matière de valeurs, bien que plus conservatrice et attachée au marqueur « de droite ». Cette jeunesse est plus urbaine, plus diplômée et plus intégrée économiquement. Souvent catholique (au moins culturellement) et/ou ethno-différencialiste, elle s'est notamment rendue visible à l'occasion de la Manif pour Tous, des Veilleurs ou plus récemment de la campagne présidentielle d'Éric Zemmour. Elle a créé ses associations identitaires, ses médias disruptifs en ligne, ses organes de presse où elle plaide pour l'union des droites et fustige l'héritage de Mai 68 et ce qu'elle décrit comme la dérive socialisante du Rassemblement national. Cette jeunesse est plus marginale statistiquement mais

¹³ « Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie », *Fondation Jean Jaurès*, 20 novembre 2019.

elle existe. Lors de la dernière élection présidentielle, le président de *Reconquête* a tout de même obtenu 8 % des voix des 18-24 ans et est monté à 14 % dans les grandes écoles de commerce.

III - Les dénominateurs communs aux jeunesses françaises

J'en viens au troisième temps de mon propos. Malgré la fragmentation que je viens de mettre en évidence, certaines tendances de fond travaillent la quasi-totalité de nos jeunes. J'en distinguerai dix.

1. Il y a tout d'abord chez les jeunes une paupérisation relative indéniable, le sentiment d'être sacrifiés sur l'autel des politiques macro-économiques successives. La fortune héritée représente aujourd'hui 60 % du patrimoine total, contre 35 % dans les années 1970¹⁴. Le travail ne permet plus par conséquent de gagner en niveau de vie, comme c'était le cas sous les Trente glorieuses. Désormais les retraités bénéficient même d'un niveau de vie supérieur aux actifs. Les plus de 60 ans détiennent ainsi 60 % du patrimoine financier et 60 % du patrimoine non-financier, tandis que le logement fait de plus en plus figure de rêve inaccessible pour les primo-accédants¹⁵.

Au-delà des enjeux de patrimoine, notons que le CDD, le statut d'auto-entrepreneur et le travail non-déclaré sont devenus la norme. Le taux d'emploi précaire des 15-24 ans est passé de 17 % en 1982 à 52 % en 2020¹⁶. Dans le même temps, leur surendettement a explosé. Les moins de 26 ans représentent aujourd'hui la moitié des bénéficiaires des Restos du Cœur.

2. Cette précarisation économique va de pair avec une dégradation de la santé mentale de notre jeunesse, particulièrement notable depuis le Covid. Selon Santé Publique France, 1 jeune sur 5 souffre aujourd'hui de mal-être et/ou de

¹⁴ Antoine Foucher, « La société du travail disparaît », *Les Échos*, 5 septembre 2023.

¹⁵ Maxime Sbahi, « La jeunesse française se sacrifie pour les boomers », *Marianne*, 17 mai 2022.

¹⁶ Cité par Salomé Saqué, *Sois-jeune et tais-toi : Réponse à ceux qui critiquent la jeunesse*, Paris, Payot, 2023.

troubles dépressifs¹⁷. Les services de psychiatrie sont surchargés, les prescriptions de psychotropes explosent et les tentatives de suicide atteignent des records historiques, notamment chez les filles.

3. Cette détresse psychique croissante n'est pas sans lien avec le délitement des rapports hommes-femmes et de la sexualité. Une étude IFOP révèle par exemple que 43 % des 18-25 ans n'a pas eu de relation sexuelle durant l'année écoulée. La sexualité est devenue un bien de consommation comme un autre, comme l'a montré Michel Houellebecq avec son idée d'« extension du domaine de la lutte ». L'ultra-accessibilité de la pornographie n'est pas sans lien avec cette flemme sexuelle mais le malaise est plus profond. Il naît d'abord, je crois, de la domination d'un certain néoféminisme qui a tourné le dos à l'universalisme et encourage dorénavant la guerre des sexes et le trouble dans le genre. 46 % des moins de 30 ans disent maintenant comprendre les femmes « qui déclarent détester les hommes ». 22 % de cette même catégorie disent par ailleurs ne plus se reconnaître dans la binarité hommes-femmes¹⁸, des chiffres qui devraient nous interroger.

4. Un autre grand dénominateur commun à nos jeunes tient au pessimisme quant à l'avenir. 74 % des jeunes français jugent celui-ci effrayant, en particulier du fait du réchauffement climatique¹⁹. D'où cette « éco-anxiété » qui a des répercussions négatives dans la vie quotidienne de près de de la moitié des jeunes français. Cette éco-anxiété a un corollaire politico-économique : le remplacement des gardes rouges de jadis par les gardes verts d'aujourd'hui. 68 % des moins de 30 ans se retrouvent dans l'idéologie de la décroissance²⁰ et voient la catastrophe à l'horizon de l'histoire. Au regard de l'urgence écologique, on ne peut pas juste écarter la décroissance d'un revers de la main. Le camp républicain doit, je crois, rompre avec une certaine paresse et développer un discours en la

¹⁷ Pascale Santi, « Un jeune sur cinq présente des troubles dépressifs », *Le Monde*, 14 février 2023.

¹⁸ « Fractures sociétales : enquête auprès des 18-30 ans », sondage *IFOP-Fiducial* pour Marianne, novembre 2020.

¹⁹ « Dans la tête des éco-anxieux, une génération face au réchauffement climatique », *Fondation Jean Jaurès*, 25 octobre 2022.

²⁰ Olivier Galland, *20 ans, le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui*, Paris, Nathan, 2022.

matière à nouveau porteur qui articulerait l'écologie, le progrès, l'innovation avec la critique du libre-échange généralisé et des pulsions consuméristes débridées. Ce discours ne peut pas être que l'expression d'une nostalgie. Il doit prendre en compte l'impératif de planification, l'évolution des mentalités et les défis de demain.

5. Les études d'opinion révèlent un divorce entre la jeunesse et les valeurs libérales. 47 % considèreraient en effet comme bon un pouvoir non-démocratique fort, avec un « chef qui n'aurait à se préoccuper ni du Parlement ni des élections. Une enquête de 2019 montrait quant à elle que seulement 42 % des jeunes français jugeaient la démocratie « indispensable », soit 20 points de moins que leurs aînés.²¹

6. Notre jeunesse m'apparaît en outre désaffiliée. Pendant des décennies, nous avons interdit de mettre des mots sur la réalité de la baisse du niveau scolaire et avons focalisé le débat sur des sujets annexes et périscolaires. L'impératif de transmission a ainsi été relégué au second plan, au profit de finalités plus confuses assignées à l'école, telles que l'épanouissement de l'enfant et la co-construction du savoir. Ce système, disons-le, produit de l'ignorance en masse. Et parce qu'il ne transmet plus les trésors de nos humanités et de notre histoire, il contribue au dépérissement du sentiment d'appartenance qui rend la République possible.

7. Cet effondrement des savoirs fondamentaux entraîne un recul dramatique de la raison critique chez les plus jeunes. On le voit à travers la montée du complotisme et de l'ésotérisme, chez des jeunes qui ont perdu l'habitude de vérifier leurs sources et prennent la première information venue pour argent comptant. Selon l'IFOP, 25 % des 11/24 ans doutent aujourd'hui de la théorie de l'évolution, 19 % pensent que les aliens ont bâti les pyramides et 16 % pensent que la terre est plate. 70 % des 18-24 croient aux parasciences, en particulier à l'astrologie²². Et l'on ne compte plus les comptes Tik Tok de Sorcières qui franchissent la barre des 500 000 abonnés. Ces fausses sciences sont très populaires chez les jeunes filles, chez les croyants et à gauche, mais tous les

²¹ Iannis Roder, *La jeunesse française, l'école et la République*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2022.

²² « La mésinformation scientifique des jeunes à l'heure des réseaux sociaux », *Fondation Jean Jaurès*, 12 janvier 2023.

milieux sont touchés. À HEC, on a par exemple créé un club *HEC Spiritualités* en 2018.²³

8. Un autre motif d'inquiétude tient à la tendance à l'essentialisation des différences, sur fond de perte d'appétence pour la République. 51 % des moins de 35 ans n'arrive plus à y associer quoi que ce soit de concret²⁴. Nos grands principes tels que la laïcité ne sont plus compris et désirés. Et notre jeunesse ne se reconnaît pas comme un peuple de citoyens mais comme un agrégat d'ayants droits. Ayants droit dont le droit le plus fondamental est celui de ne pas être offensé. 52 % des lycéens français sont ainsi hostiles au droit au blasphème, un chiffre qui monte à 78 % chez les jeunes musulmans...²⁵

9. Ce recul de la République se mesure par ailleurs dans le désaveu brutal par nos jeunes de la démocratie parlementaire. 70 % d'entre eux ne sont pas allés voter aux dernières législatives. Une partie de la jeunesse se mobilise certes dans des formes d'action protestataires, mais elle pourfend la loi de la majorité. La très jeune et influente activiste Camille Étienne appelait par exemple récemment sur France Inter à « faire le deuil de l'illusion du consensus », rappelant que la réussite d'un mouvement social ne dépendait que de 3,5 % de la population²⁶.

10. Je finirai cet exposé des mouvements de fond qui traversent notre jeunesse en faisant référence à la tentation de la violence qui l'anime. Il existe une violence d'ultra-droite à tendance nationaliste-révolutionnaire, bien documentée par une récente enquête de *Street Press*.²⁷ Cette jeunesse d'ultra-droite est néanmoins minoritaire en comparaison de cette jeunesse écologiste et anticapitaliste violente. Celle-ci est avide de références telles que l'universitaire suédois Andreas Malm, récemment invité par l'institut d'idées de la France insoumise. Dans son ouvrage *Comment saboter un pipeline ?*, celui-ci appelle à

²³ Voir le récent dossier de *L'Express*, « Ésotérisme : un essor inquiétant », 10 août 2023.

²⁴ Frédéric Dabi, *La fracture. Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession ?*, Paris, Les Arènes, 2021.

²⁵ Iannis Roder, *La jeunesse française, l'école et la République*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2022.

²⁶ Intervention de Camille Étienne au « Grand entretien de 8h20 » de *France Inter*, 18 mai 2023.

²⁷ Pierre Plotu et Maxime Macé, « Depuis la dissolution de Génération identitaire, la jeunesse d'extrême-droite tentée par encore plus radical », *Street Press*, 26 avril 2023.

détruire le capitalocène par tous les moyens, y compris l'éco-terrorisme.²⁸ Ce discours prend de plus en plus, si bien que 22 % des jeunes français trouvent légitime de recourir à la violence pour défendre leurs idées.²⁹

Cette tentation de la violence n'est pas fondamentalement nouvelle. Elle existait déjà en mai 68, à la différence près que la violence d'aujourd'hui se greffe sur un patchwork idéologique beaucoup plus confus et nihiliste³⁰. Les étudiants rebelles des années 60, aussi critiquables qu'ils étaient, parlaient un langage commun. Il s'agissait, ne l'oublions pas, d'une insurrection de lettrés qui avaient passé des années à lire les grands textes, à mûrir les écrits d'Althusser, de Sartre, des situationnistes et des contempteurs du consumérisme en tout genre. Les insurgés d'aujourd'hui me semblent beaucoup plus déstructurés, aussi bien intellectuellement qu'anthropologiquement.

IV – Les conditions du nécessaire sursaut

Le tableau que je viens de brosser n'a rien de réjouissant. Notre jeunesse a beaucoup de défauts. Elle a ses fragilités et sa culture victimaire. Elle a ses formes de paresse et elle est un peu trop perméable aux pensées toutes faites. J'aimerais néanmoins rappeler ce soir que la crise de la jeunesse ne peut être comprise indépendamment de l'état de notre pays et de la crise de l'ensemble du corps social, adultes compris. Ce n'est pas notre jeunesse qui a, en effet, à faire la désindustrialisation de la France, l'aggravation de la fracture sociale et l'abandon de nos services publics. Ce n'est pas notre jeunesse qui est responsable de notre effondrement démographique et de notre impuissance à réguler l'immigration. Ce n'est pas notre jeunesse qui a laissé la souveraineté populaire dépérir et qui a accepté la dilution de notre indépendance dans une Europe mal pensée.

Au contraire, notre jeunesse hérite d'un pays rongé par ces maux. Et c'est à elle qu'incombera, demain, la charge de « refaire la France » selon la belle formule de

²⁸ Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline ?*, Paris, La Fabrique, 2020.

²⁹ Olivier Galland, *20 ans, le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui*, Paris, Nathan, 2022.

³⁰ Voir l'ouvrage de Jean-Pierre Le Goff, *Mes années folles : Révolte et nihilisme du peuple adolescent après Mai 68*, Paris, Robert Laffont, 2023.

Jean-Pierre Chevènement³¹. Ce jour-là pourrait bien arriver très vite car nous vivons un changement de cycle. Le logiciel néolibéral a perdu la bataille du réel, le système international se désoccidentalise et l'idée de nation retrouve la vigueur qu'elle avait perdue. Historiquement, et c'est par exemple le cas de la Révolution française, ces périodes de rupture étaient des périodes de circulation des élites et des générations. Je ne vois pas pourquoi notre époque ferait exception à cette tendance, d'autant que le rajeunissement qui vient est déjà observable dans notre vie politique, dans les médias et même dans la haute administration.

Alors que faire pour accompagner ce rajeunissement, pour qu'il se passe le mieux possible ? À titre personnel, je ne suis pas inquiet. Malgré tous ses défauts, notre jeunesse a beaucoup d'énergie, de débrouillardise et de créativité. Elle a un sens aigu du tragique car elle a grandi avec la crise et le déclin comme seules perspectives. Elle s'est par ailleurs construite en rupture avec l'orthodoxie qui a longtemps prévalu et je suis sûr qu'elle aura, un jour, le courage d'oser ce que d'autres n'ont même pas cherché à entreprendre. Nous parlons peut-être d'une minorité mais il y a par ailleurs dans la jeunesse française tout un tas d'éléments solides intellectuellement et dotés du sens de l'intérêt général. Très vite cette jeunesse aura son destin entre ses mains mais dans l'immédiat, nous avons avant tout besoin que notre classe dirigeante prenne ses responsabilités et propose des politiques publiques ambitieuses pour combattre la multitude des maux que j'ai présentés tout à l'heure.

Concernant les enjeux de santé mentale, en attendant les résultats de la suppression du *numerus clausus*, il nous faut former davantage de psychiatres, remettre davantage de psychologues dans les universités et surtout diagnostiquer plus tôt, en réinvestissant par exemple dans la médecine scolaire et dans les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), ces réseaux qui ont beaucoup souffert des politiques d'austérité successives. On pourrait par ailleurs imaginer, au regard de l'urgence, que les soins de médecine psychologique soient davantage pris en charge par la Sécurité sociale pour les moins de 25 ans.

Pour pallier la détresse sociale des jeunes, il faut faire plus que proposer des chèques. Des mesures de fond sur les prix alimentaires ou l'accès au logement

³¹ Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France*, Paris, Bouquins, 2023.

s'impose. Ce dernier sujet est urgent tant l'immobilier est devenu esclave des seules logiques de rentabilité, au prix d'une tension locative très forte dans les métropoles. Des mesures de bon sens pourraient être envisagées sur la régulation d'Airbnb ; l'achat de résidences secondaires en zone tendues ; l'accès des jeunes au parc social existant ou encore des prêts à taux différenciés (voir à taux zéro) et la suppression pour certains des droits de mutation.

Le redressement de la France passera par une augmentation du taux d'emploi de la jeunesse, ce qui implique de répondre sur le terrain culturel à des discours tels que « le droit à la paresse ». Pour que chaque jeune trouve sa place dans la société, il faut par ailleurs arrêter d'envoyer 45 % d'une classe d'âge vers le Bac général puis vers l'échec à l'université. On n'y réussira qu'en revalorisant réellement la voie technologique et professionnelle, pourquoi pas en s'inspirant de l'Allemagne et la Suisse. Ces deux pays proposent bien plus tôt que nous, des parcours techniques différenciés de la voie générale, tout en gardant des passerelles pour éventuellement réintégrer celle-ci.

J'invite également à sortir de l'hypocrisie ambiante. On ne revalorisera pas la « valeur travail » sans faire en sorte qu'enfin le travail paie davantage que l'héritage et la rente. Des politiques publiques volontaristes s'imposent pour recréer une solidarité intergénérationnelle qui fait défaut, comme nous avons pu le constater au moment des débats sur la réforme des retraites. Je pense par exemple à la hausse des droits de succession sur les plus gros héritages, à la stabilisation du niveau des pensions de retraite en valeur absolue ou encore à la nécessité d'un débat sur la baisse de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans.

J'en viens maintenant à la nécessité de remédier à l'effondrement de notre modèle éducatif. Plus que d'ajustements techniques, de « petites phrases » et de dispositifs cosmétiques comme le Service national universel (SNU), nous avons besoin d'une refondation autour d'un cap clair et exécuté dans la durée. Ce cap aurait deux dimensions selon moi :

- D'une part, la transmission non pas des compétences mais des savoirs. Transmission qui passe par un recentrage sur les disciplines fondamentales ; une refonte des programmes du primaire et du collège ; un retour à des méthodes d'apprentissage pertinentes ; une reconstruction de la formation des instituteurs

; et enfin le rétablissement à tous niveaux de la sélection et de l'évaluation par les notes (qui ont quasiment disparu aujourd'hui en primaire et dans certains collèges).

- D'autre part, l'enseignement de l'esprit civique qui rend possible la République et la vie en commun. Le ministre de l'Éducation nationale a été capable d'une réponse claire sur les abayas mais il y a beaucoup à dire sur d'autres sujets, par exemple les programmes, à commencer par l'Éducation morale et civique, matière qui portait jadis le beau nom d'Éducation à la citoyenneté mais qui a été terriblement dévoyée au fil des décennies³². Il y a beaucoup à dire également sur l'inflation des certifications en tout genre, sur le contenu des manuels ou encore sur l'entrisme associatif qui sape la volonté républicaine de « faire un ».

J'insisterai par ailleurs sur une dernière idée. L'école de la République ne sera sauvée que si le politique s'en donne les moyens, au-delà des effets d'annonce. Cela impliquerait d'avoir enfin le courage de tordre le bras à ceux qui, de l'intérieur, veulent entraver le redressement de l'école. Je pense bien sûr à ces INSPÉ biberonnés aux sciences de l'éducation, aux professeurs militants (heureusement minoritaires !) qui s'abritent derrière la notion de « liberté pédagogique », à ces syndicats et *lobbies* qui ont quartier libre rue de Grenelle, à ces directeurs académiques, inspecteurs et recteurs indébouillonnables qui, parfois, se perçoivent comme un État dans l'État. En République, c'est au politique de fixer le cap. L'administration a quant à elle une fonction d'application/d'exécution, dont elle tend de plus en plus à sortir. Claude Allègre avait appelé en son temps à « dégraisser le Mammouth ». Je pense maintenant qu'il est temps d'apprendre à le contourner, en rappelant à l'ordre, dans l'intérêt de tous, les fonctionnaires qui font de la désobéissance une vertu.

Ce sursaut au sein de l'Éducation nationale est décisif pour l'avenir de notre jeunesse car l'école est l'instrument privilégié d'une politique plus large de civilisation. J'ai relu, en préparant mon intervention, les *Propos sur l'éducation* de Alain³³. On y retrouve des idées essentielles comme le fait que l'instruction réussie comprend déjà tout ce que l'on nomme éducation : « Il faut lire et encore

³² Voir l'article de Joachim Le Floch-Imad, « Derrière les bonnes intentions, un enseignement moral et civique au rabais » dans *Le Figaro* du 29 juin 2023.

³³ Alain, *Propos sur l'Éducation*, Paris, Presses universitaires de France, 2015.

lire. L'ordre humain se montre dans les règles, et c'est une politesse que de suivre les règles, même orthographiques. Il n'est point de meilleure discipline. » Le philosophe insiste également sur le fait que la jeunesse est un moment d'incomplétude et l'humanité de l'homme une conquête. Conquête de long terme qui implique d'échapper à l'univers capricieux et chaotique des humeurs et des passions, d'accepter une phase d'hétéronomie préalable. Ce travail d'éducation à la volonté passe aussi par la contrainte et l'ennui, qu'on a tort de vouloir criminaliser aujourd'hui. En définitive, nous avons besoin de revenir à une vision de l'éducation comme acte d'émancipation, à une vision qui n'entretient pas le jeune dans ce qu'il est mais qui cherche à l'élever. La classe politique doit tout particulièrement faire son autocritique eu égard à sa démagogie. Il n'est pas acceptable non plus de faire venir des humoristes à l'Élysée pour faire des vues sur *Youtube*. Pas plus que d'affirmer, lorsqu'on est président de la République, que *La Princesse de Clèves* est un savoir inutile.

C'est prendre la jeunesse de haut, c'est lui faire injure que de s'adresser à elle ainsi, de flatter ce qu'il y a de plus vil en elle. Ce dont nos jeunes ont besoin, c'est qu'on les aide à être ambitieux pour eux-mêmes et pour la France. « Culture et courage », avait un jour proposé André Malraux comme devise à la jeunesse. Jean Jaurès ne disait-il pas autre chose dans un discours prononcé en 1892 à Toulouse : « Il faut que, par un surcroît d'efforts et par l'exaltation de toutes vos passions nobles, vous amassiez en votre âme des trésors inviolables. [...] Il faut, lorsque vous lisez les belles pages des grands écrivains et les beaux vers des grands poètes, que vous vous pénétriez à fond et de leur inspiration et du détail même de leur mécanisme ; qu'ainsi leur beauté entre en vous par tous les sens et s'établisse dans toutes vos facultés. » Qui, dans l'actuelle classe politique, oserait encore parler en ces termes aujourd'hui ? Je ne vois pourtant pour ma part rien de plus noble que de renouer avec cette ambition mobilisatrice, que de s'appuyer sur le beau et sur le caractère fécond du passé pour construire l'avenir. Recréer un tel élan collectif nécessitera des choix forts et assumés dans la durée. Mais si la France veut rester dans l'histoire, je crois qu'il n'y aucune alternative à un tel cap.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup, Joachim. Vous avez parlé du sujet avec passion.

Je retiens qu'après avoir décliné l'ensemble des thèmes de fragmentation de la jeunesse, notamment à la lumière des études d'opinions et de sondages, votre déduction est que finalement il faut parler et agir par le haut. C'est donc un appel à l'action de l'État que, très clairement, vous lancez. Action de l'État qui ne sera opérante que si elle ne vient pas trop tard et ne s'adresse pas à une jeunesse déjà trop fragmentée. Auquel cas la question des pansements qu'appelle cette situation risque quand même de se poser au préalable.

Merci beaucoup en tout cas de la précision et de l'engagement de ce propos.

Puisqu'il a été question de l'école, je vais tout naturellement me tourner vers Matthieu Lahaye en précisant qu'il a travaillé avec notre amie Souâd Ayada, membre de notre conseil d'administration, à la préparation de ce colloque. Ils sont largement à l'origine de cette soirée. Il faut l'un et l'autre les en remercier.

MATTHIEU LAHAYE

L'école de la République ne peut pas échouer

Merci.

Merci à tous.

Après l'exposé de Joachim Le Floch-Imad, dont on ne peut que partager les inquiétudes, on se prend à douter qu'il y ait encore une solution. Nous allons tout de même tenter de la trouver car c'est une absolue nécessité pour les jeunes de ce pays, pour le pays lui-même – à moins que nous ayons décidé de renoncer délibérément à persister dans l'être.

L'école est une institution au sens plein du terme. C'est en effet à l'école que s'institue la jeunesse, qu'elle s'invente aussi. Quelle définition donner du concept de jeunesse ? Sinon une définition culturelle au pluriel. En effet, je ne suis pas certain qu'il y ait jamais eu une jeunesse. N'y a-t-il pas toujours eu des jeunesses ? Historiquement, il suffit de convoquer l'opposition quasi proverbiale entre les

jeunesses spartiates et les jeunes athéniennes pour comprendre qu'en réalité les jeunes sont d'abord et avant tout la projection fantasmée du monde adulte. Comme Joachim l'a très bien dit, s'il y a crise, c'est d'abord la crise des représentations du monde adulte. Comment ce monde adulte perçoit-il son passé et son avenir ? Comment le monde adulte perçoit-il les jeunes et quels sont les devoirs qu'il se donne à leur égard ? Le problème est évidemment là. La crise de l'école, c'est peut-être la crise de la jeunesse mais c'est avant tout la crise des imaginaires de nos sociétés.

On souligne souvent les déficiences de l'école de la République. J'aimerais quand même rappeler certaines réalités. Notre école scolarise 13 millions d'élèves (80 % dans le public et 20 % dans le privé sous-contrat) et emploie 1,2 million de personnels, dont 800 000 professeurs. En cette rentrée surgissent ici ou là des problèmes, des absences de professeurs. Et ce n'est pas acceptable. Malgré tout ce grand pays arrive à aligner chaque lundi matin à 8 heures 800 000 professeurs devant 13 millions d'élèves, ce qui constitue un véritable tour de force administratif ! On le doit aux cadres de l'Éducation nationale ; on le doit à l'engagement des professeurs. Disons-le, notre école a une puissance administrative absolument considérable. Il faut donc raison garder dans la critique et ne pas s'adonner à cette fâcheuse manie du dénigrement, qui consiste souvent à adopter la langue de ceux qui n'aiment pas la singularité française, issue d'une histoire si particulière, celle d'une nation enfantée par l'État central. Avec le ministère de l'Éducation nationale, nous disposons d'un outil administratif absolument exceptionnel que d'une certaine manière les Allemands nous envient : depuis son bureau, 110 rue de Grenelle, en une heure, le ministre de l'Éducation nationale a la possibilité de passer une directive à 30 recteurs, 101 directions départementales, 1 260 inspecteurs de circonscriptions de l'Éducation nationale et, dans la foulée, très rapidement aux 800 000 professeurs.

La question essentielle est de savoir ce que nous en faisons ? Et par là, ce que nous voulons pour notre jeunesse ? Et c'est là que surgit la question politique.

Nous connaissons tous les résultats scolaires décevants de nos élèves³⁴. Dans ce pays, la moitié des élèves entrent en sixième sans savoir que $5/10 = 1/2$. La moitié des élèves accèdent en seconde générale ou technologique sans savoir que $(1/2)^2 = 1/4$. Et on a voulu faire croire que le problème des mathématiques se situait en première générale ! Cécité incroyable d'une élite obsédée par son nombril qui refuse de voir que l'enjeu est ailleurs : la cause du peuple.

La Direction de l'évaluation fait passer la même dictée aux élèves de CM2 depuis 1987. Le nombre de fautes est en augmentation considérable. Il est intéressant à cet égard de regarder l'évolution du type de fautes que font les élèves. Hier comme aujourd'hui, l'orthographe d'usage est plutôt maîtrisée. Pas plus hier qu'aujourd'hui, les élèves n'écrivent « maizon » mais bien « maison » et le chat a bien son « t ». En revanche, l'orthographe grammaticale est devenue un Everest. Les marques du pluriel manquent et quand elles existent il n'est pas rare de voir des « s » pour marquer le pluriel des verbes. Ce qui s'est étioilé, ce sont les automatismes que l'on acquiert par un entraînement soutenu, et parfois un peu répétitif.

Pour répondre aux maux de l'école, les transformations structurelles sont très souvent avancées. Et les structures ont leur importance. Mais, force est de constater que le premier réflexe consiste à penser la question scolaire d'abord et avant tout en termes de structures. Et chacun y va finalement de son couplet convoquant surtout ce sur quoi il n'a pas autorité pour expliquer la piètre performance des élèves. Les moyens sont régulièrement invoqués (avec son expression la plus concrète : le nombre d'élèves par classe), la formation des maîtres (qui n'est pas satisfaisante) ... Mais les données issues des tests PISA montrent qu'à un certain niveau d'investissement, les progrès des élèves ne dépendent plus du montant investi. Le problème majeur, la question pédagogique, est trop peu évoqué et c'est assez étrange pour une institution de savoir. Si, depuis les années 1960, on a bien identifié le poids de la sociologie sur les résultats des élèves, depuis le début des années 1990, la recherche internationale a prouvé que des pédagogies efficaces pouvaient être plus fortes que la sociologie.

³⁴ L'Éducation nationale en chiffres 2023 : [année 2022-2023] / Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Publication de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, Paris, 2023.

De quelle histoire ces résultats scolaires sont-ils le nom ? D'une période de grande inconséquence, de désinvolture, de faux-semblants, enfin ces périodes qui préparent les grandes crises politiques. Cette période où la France sacrifie son industrie au profit d'une économie tertiaire perçue comme l'horizon émancipateur de l'ouvrier sommé de devenir cadre. Cette période où tout un peuple est entretenu dans l'idée que la solidarité ne repose pas sur le travail de tous mais est synonyme de jouissance illimitée grâce à la redistribution, pervertissant le modèle social français de la responsabilité de tous à l'égard de tous, véritable trésor national. Dans les années 1960, 60 % des Français considéraient le travail comme important. Aujourd'hui, selon Jérôme Fourquet, ils sont 21 %. Difficile de faire école, par essence fondée sur l'effort, dans une telle société.

Cette société du loisir a discrédité les savoirs techniques et a opposé ce qui n'aurait jamais dû l'être, la maîtrise des savoirs fondamentaux et la pensée. Dès lors, cette éthique de la perfection au cœur de l'école élémentaire est apparue comme un formalisme désuet, voire inhibiteur pour la créativité de l'enfant. Il revenait à ce dernier de créer son propre savoir en résolvant des problèmes complexes dès le plus jeune âge. Les scientifiques s'accordent aujourd'hui pour dire que cette pédagogie de la découverte, qui a son utilité pour les élèves experts, est très inefficace pour l'apprentissage des compétences élémentaires, particulièrement pour les plus fragiles.

Résultat : l'école de la République peine à réduire les inégalités et force est de constater que les élèves développent un rapport singulier à la vérité scientifique dont on leur a un peu trop appris qu'elle devait être passée au crible d'eux-mêmes pour accéder au statut de savoir. L'épistémologie de la science ne peut pas constituer une pédagogie de la science, du moins pour l'école élémentaire.

L'apprentissage de la lecture offre un autre exemple très concret. Comme souvent, de fausses oppositions ont été installées entre l'apprentissage du code et la compréhension. Pour quelles raisons ? Par ignorance ! Par idéologie aussi ! Car certains ont pu faire du discrédit de l'apprentissage du décodage un marqueur identitaire d'une chimérique contre-culture à la culture dite bourgeoise.

L'ouvrage *Réapprendre à lire* de Garcia et Oller³⁵ explique très bien cette histoire, celle de la dévalorisation du décodage perçu comme une compétence non créatrice de pensée à la différence de l'enseignement de la compréhension qui était noble. Or aujourd'hui toutes les études des sciences cognitives démontrent que la maîtrise du code, qui passe par la répétition et l'exercice, est indispensable pour accéder à la compréhension qui doit par ailleurs être enseignée de manière rigoureuse et progressive.

Finalement nous avons condamné les élèves à un triste paradoxe, celui des adultes : sommés d'être intelligents tout de suite, ils étaient exposés à des exercices très complexes sans que leur soient fournis les moyens de réussir, c'est-à-dire une démarche très progressive avec un enseignement selon des méthodes éprouvées présentées par le maître. Alors même que l'enseignement professionnel est fondé sur cette démarche de présentation et de répétition du bon geste, on a sommé les élèves d'apprendre par eux-mêmes. Là encore sans mauvaise intention car il est vrai que nous apprenons souvent par nous-mêmes sauf que les savoirs scolaires, sommet d'une civilisation scientifique et humaniste, ne peuvent s'acquérir sans la médiation de technique pédagogique, à l'exception de quelques esprits très intelligents.

Je pense que nous sommes en train de sortir de cet imaginaire grâce aux sciences de l'éducation et aux sciences cognitives. Il reste bien des obstacles intellectuels comme la manière dont certains usent de la « liberté pédagogique », qui est fondamentale car un professeur doit adapter son enseignement à ses élèves comme un médecin adapte son traitement à son patient, mais ne peut pas être un bouclier d'immunité contre les pédagogies dont l'efficacité est prouvée par la science et la pratique.

Le problème de l'école est un problème intellectuel et moral. Et il consiste à replacer le professeur, l'adulte, dans son rôle de transmetteur de savoir à l'aide des pratiques éprouvées : progression du simple au complexe, supervision du travail des élèves, identification des besoins de chaque élève, retours systématiques sur leur travail. Le professeur ne doit être ni le spectateur de sa

³⁵ Sandrine Garcia et Anne-Claudine Oller, *Réapprendre à lire. De la querelle des méthodes à l'action pédagogique*, Paris, éd. du Seuil, 2015.

classe, ni le commentateur, ni l'animateur : il donne aux esprits la forme de la liberté c'est-à-dire celle de la raison.

Joachim a évoqué le comportement. Quel est le discours de l'institution scolaire sur le comportement dans nos classes ? Il existe évidemment, notamment sur des points spécifiques, comme le harcèlement dont l'un des terrains est la dégradation du climat scolaire constatée par l'enquête PISA. Mais il s'inscrit rarement dans une démarche globale à l'échelle de l'école ou de l'établissement avec une charte très explicite des comportements à adopter dans les différents lieux de l'école et surtout un protocole très clair lorsque les élèves n'adoptent pas les bons comportements. Pourtant des programmes très ambitieux existent dans le monde, notamment aux États-Unis, au Canada et en Belgique. L'objectif est de prévenir les mauvais comportements et d'agir dès qu'ils surgissent. Et que de critiques entend-on en France à l'égard de ces démarches globales et rationnelles : école du dressage, école de la correction avec toujours ce prisme naturaliste qui valorise le naturel et jette le soupçon sur la civilisation. Aujourd'hui même, dans tous les collèges de France beaucoup de professeurs se sont interrogés sur cet élève ingérable au fond de la classe : comment faire pour que la situation ne dégénère pas ? Comment faire pour reprendre le contrôle sur cet élève ? Et si cela ne marche pas ai-je le droit de le faire sortir de mon cours ? Ai-je le droit de lui infliger une punition ? Les professeurs ne peuvent pas rester seuls face à ces questions. Et la crainte de ne pas pouvoir gérer sa classe n'aide pas à attirer les jeunes vers ce métier. Le manque de consensus à cet égard trahit le désarroi d'un monde adulte, fasciné par la spontanéité adolescente et refusant de considérer que l'angoisse immense des jeunes est de trouver le chemin pour s'insérer dans un monde déjà là qui ne les attend pas. Pour cela, ils ont besoin qu'on les aide à avoir raison d'eux-mêmes.

Et puis pour finir cette exploration des imaginaires, j'aimerais parler du discours sociologique dominant. Historiquement la classe moyenne intellectuelle, composée notamment par les professeurs, a une fonction sociale décisive : tisser le lien entre les classes populaires et l'élite par l'instruction. Or, force est de constater qu'une part non négligeable de cette classe moyenne s'est spécialisée dans une autre cause, la défense de toutes les victimes, victime de l'histoire, victime de la sociologie, du genre... et que sais-je. Si l'intention est louable, les conséquences sont lourdes car cette vision n'a rien de dynamique socialement,

sinon entretenir une dynamique du ressentiment, qui est enfermante. Dès lors que pour beaucoup des membres de cette classe moyenne l'objectif n'est plus d'émanciper le peuple par le progrès intellectuel et matériel, par l'ascension sociale en permettant aux élèves d'intégrer l'élite du pays, l'exigence académique a moins de sens. Pourquoi exiger d'un élève cette ascèse de la répétition, cet effort indispensable sur lui-même pour s'élever, si l'on considère que non seulement c'est une victime mais qu'en plus il ne gagnerait rien à sortir de sa classe ? L'éthique de la perfection dont nous parlions plus haut ne peut être guidée que par l'idée qu'un enfant du peuple, en une ou deux générations, doit pouvoir intégrer les meilleures écoles, la meilleure formation professionnelle et que sa dignité intrinsèque d'homme repose sur la maîtrise de ces compétences fondamentales.

De véritables *a priori* sociaux conduisent à surprotéger les élèves des classes défavorisées des apprentissages par une sorte de mauvaise conscience qui consiste à penser que leurs difficultés est une forme de stigmatisation alors qu'elle est le processus normal dans un apprentissage qu'il faut adapter à leurs besoins. Je me souviens d'une professeur des écoles formidable, qui, systématiquement, lorsqu'elle travaillait sur la résolution de problèmes, proposait aux élèves les plus fragiles, issus de milieux défavorisés, des aides, sans même qu'ils le demandent. Cela avec les meilleures intentions. Pour qu'ils ne se sentent pas pointés du doigt. Cette vision misérabiliste qui en réalité discrimine et exclut est un goudron mortifère. Changeons notre regard : ces élèves peuvent aussi bien réussir que les autres et c'est pour cette raison qu'il faut leur enseigner avec les méthodes efficaces et attendre beaucoup d'eux.

Ce prisme social est d'autant plus fort que le collège est en réalité fait pour les enfants de la classe moyenne. Dans ces milieux, l'école commence avant l'école et se poursuit après l'école. Les parents suivent les devoirs et apportent des compléments éducatifs à grand renfort d'enseignements extrascolaires. L'enseignement par la découverte des notions, si difficile pour ceux qui n'ont pas de base, si peu efficace pour ceux qui n'ont que l'école pour apprendre, convient parfaitement à cette classe. Et je peux vous dire que cette classe protège ses petits privilèges avec beaucoup de force et de ruse. La principale est de s'ériger en défenseur du peuple en défendant un collège qui propose certes une égalité dans l'offre d'enseignement mais sans se soucier de l'égalité dans la réussite. Considérez

que selon une étude de la DEPP, seuls 5 % des élèves en très grande difficulté en mathématiques en 6^e arrivent à se hisser parmi les meilleurs en 3^e. Comment comprendre qu'on impose à des élèves qui ont des difficultés l'apprentissage d'une seconde langue en 5^e alors qu'on les aide relativement peu à consolider leurs difficultés et que s'ils font en définitive une formation professionnelle après la 3^e, on leur demandera souvent d'abandonner cette langue. Sous couvert d'un humanisme généreux joué avec des accents populaires, on perpétue une structure qui ne laisse pas beaucoup de place au peuple.

Les faux-semblants sont immenses et commandent d'être visionnaire... La crise que nous vivons nous oblige surtout à faire une place au peuple qui, on le voit jour après jour, réclame sa place historique car le peuple gagne toujours.

Comment sortir de cette situation ?

Il me semble qu'il faut revenir à des choses simples. La République, c'est la clarté. Il est peut-être temps que les Français soient saisis de vraies propositions et qu'ils s'expriment. L'école de la République n'appartient ni au ministère, ni aux élèves, ni aux familles mais aux citoyens. Il me semble que durant les campagnes présidentielles de ces trente dernières années l'éducation est hors des débats.

Je pense qu'il faut de la clarté et que les Français doivent dire clairement l'école qu'ils souhaitent.

Quelques pistes :

- peut-on se donner les moyens de bien former nos professeurs ?
- peut-on se dire que le problème majeur de notre école est une question pédagogique, dans la gestion des apprentissages et des comportements ?
- peut-on dire qu'il y a des pédagogies dont l'efficacité est prouvée par la science et d'autres non ?
- peut-on revenir à plus de cohérence, c'est-à-dire à une école élémentaire qui comme son nom l'indique fait de l'élémentaire : lire, écrire, compter, apprendre à bien se comporter et à éveiller sa curiosité sur le monde ?

peut-on assumer devant les Français que le parcours entre la classe de 6^e à la 3^e peut n'être pas le même pour tous les enfants ? Et que l'égalité de réussite prime sur l'égalité de l'offre ?

Ces quelques questions simples me semblent devoir être posées et il me semble que la sortie de la crise de l'école passera par le débat avec les Français.

L'école attend les citoyens français. L'école est en situation de faiblesse parce que le peuple français n'est pas uni autour de son école du fait du manque d'une volonté – où du refus – d'un vrai grand débat public sur son école qu'il revient à la classe politique d'organiser.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Il y avait dans votre intervention une matière très riche, en bon écho avec l'intervention qui précédait. Vous dites l'un et l'autre que l'État, par « quelque moyen que ce soit », doit quelque chose à la jeunesse à travers ses politiques publiques. Et quelle politique publique est mieux placée pour répondre aux besoins objectifs de la jeunesse que la politique de l'éducation nationale ?

Vous avez fait mention d'un sujet que nous avons souvent traité à la Fondation, celui de la formation des maîtres. Aujourd'hui les maîtres qui enseignent aux élèves ont eux-mêmes reçu une instruction désastreuse, à coup de pédagogisme (« apprendre à apprendre »). Nous en sommes à la deuxième génération. Ce point est très important parce qu'il arrive que les maîtres ne comprennent même pas ce qu'on leur demande. J'ai lu récemment dans la presse qu'un grand nombre de maîtres du primaire n'ont pas appris à apprendre à lire aux élèves. Alors ils utilisent un logiciel gratuit en vente libre sur internet : la lecture globale ! Cela révèle la misère d'un grand pays au PIB élevé, un pays à forte tradition éducative ! Difficile, quand on en est là, de redresser la barre. Un débat public ? Pourquoi pas. Mais je rappelle que lorsque Jean-Pierre Chevènement, ici présent, avait déclaré : « Il faut que les jeunes Français apprennent à lire, à écrire et à compter », 80 % des Français le suivaient. On peut donc se demander si ce n'est pas plutôt aux responsables politiques de proposer aux Français un discours dont les sondages auront tôt fait de dire ce qu'il y a à en penser.

Merci beaucoup en tout cas du côté engagé de votre réaction. Voir un tel degré d'investissement chez de hauts responsables de l'Éducation nationale donne de l'espoir.

En parlant de degré d'investissement je vais me tourner vers le troisième intervenant qui a la charge de nous parler de l'enseignement technique, de ses enjeux et de ses perspectives.

Je vous livre sur le sujet une anecdote. Lorsque j'étais députée, il y a quelques années, le proviseur du lycée d'enseignement professionnel à vocation régionale de Chauny, une ville assez peu favorisée du nord de l'Aisne, me disait non sans quelque désespoir organiser chaque année une très vaste opération informant sur les débouchés professionnels, des débouchés industriels basiques jusqu'à Sciences Po Lille : les parents des classes défavorisées n'y participaient jamais. Il faut donc aller les chercher. La demande d'éducation de la part des parents est un vrai sujet. Il faut dire qu'en France ce sont souvent les parents – je l'ai vécu aussi sur le terrain – qui s'opposent à l'apprentissage. Un obstacle psychologique fait qu'en France, les parents, y compris des classes défavorisées, veulent que leurs enfants aient des diplômes. Certes, nous sommes le pays de la peau d'âne ; l'obstacle psychologique est donc fort, comment le lever ?

Je vais donc donner la parole à Michel Lugnier, inspecteur général de l'Éducation nationale, docteur en sciences de l'éducation et auteur de plusieurs rapports consacrés à l'orientation et à l'enseignement professionnel, un sujet qui se branche parfaitement sur ce que nous venons d'entendre.

L'enseignement technique : une histoire révélatrice des paradoxes qui entourent l'enseignement en France

Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir et un honneur de plancher devant vous sur une question qui va synthétiser un peu ce qui vient d'être dit. J'ai la faiblesse de penser que l'absence d'un dessein politique qui sous-tende le fonctionnement de l'institution qu'est l'école de la République est révélatrice des implicites sur lesquels repose notre école tout entière.

À travers l'enseignement technique je vais vous relater quelques décisions politiques prises à différents moments pour vous rappeler quelles réponses – des réponses évidemment différentes de celles qui ont été apportées dans d'autres pays européens – la France a données à ces questions, de telle sorte que vous puissiez comprendre la nature du changement de paradigme auquel nous assistons aujourd'hui. Ce ne sont pas simplement des mutations organisationnelles, technologiques, sociétales, ce sont des mutations extrêmement rapides et très profondes d'un mode de pensée de notre école sur lequel je vais revenir. Je remercie d'ailleurs les précédents intervenants parce qu'ils ont défloré un peu mon propos.

Je commencerai par rappeler trois évidences qui sont en fait des implicites concernant l'enseignement technique.

La première de ces évidences concerne la tension récurrente qui entoure les finalités même de cet enseignement. Pour comprendre l'enseignement technique en France et ses mutations actuelles il faut revenir à la question qui s'est posée à la fin du XIX^{ème} siècle au gouvernement de l'époque, celle des fondements d'une école dédiée à des jeunes pressentis pour une insertion rapide dans les secteurs du commerce et de l'industrie. Pour les tenants du ministère de l'Instruction publique, il était évident qu'à partir du moment où il s'agissait d'école le modèle

de l'émancipation de l'individu devait être prégnant. Dès lors il s'agissait de faire en sorte que l'enseignement fût dispensé dans des établissements d'enseignement, certes avec une formation dédiée à un métier mais qui reposait quand même sur une dimension culturelle, sur des savoirs pour le dire autrement. Donc une vision globale de cette formation. Pour les tenants du ministère du Commerce et de l'Industrie il fallait réserver cette formation à l'élite de la nation. Au-delà du consensus qui s'est dégagé autour d'une scolarisation des apprentissages ne devant concerner que les seules élites ouvrières, la multiplicité des points de vue qui se sont exprimés à l'époque a entraîné de vifs affrontements entre ces deux ministères. Je rappelle quand même – vous l'avez évoqué tout à l'heure – que lorsque Jaurès prononce son discours en 1903 à Albi, moins de 1 % d'une génération obtient le bac. Ne perdons pas de vue que nous parlons aujourd'hui d'un enseignement de masse, avec son corollaire, le décrochage scolaire. À l'époque, les tenants du ministère du Commerce et de l'Industrie font remarquer que, s'agissant de formations dédiées à ce secteur d'activité, il serait imprudent d'y délivrer trop d'humanités, de détourner en quelque sorte les finalités mêmes de cet enseignement. La controverse va donc toucher non seulement les contenus, la finalité même de cet enseignement technique, les lieux où il sera dispensé (l'école ou l'entreprise), et, bien évidemment, le contrôle de ces écoles. Dans un premier temps l'arbitrage politique va être de nature à confier aux deux ministères la tutelle de ces écoles, dans une sorte de condominium.

Condominium que nous retrouvons cent vingt ans plus tard ! La ministre déléguée à l'Enseignement professionnel et à l'apprentissage est bel et bien sous la tutelle du ministère du Travail *et* du ministère de l'Éducation nationale. Ce n'est pas un choix anodin. Il reflète une certaine conception de l'enseignement professionnel en France.

La deuxième évidence concerne la difficulté à articuler entre eux les contenus des formations professionnelles. Après ce premier épisode qui a vu ces deux ministères en charge de l'enseignement technique à la fin du XIX^{ème} siècle, il faut attendre le lendemain du Premier conflit mondial pour voir les deux décisions politiques majeures qui vont structurer notre appareil de formation. Portée par les Compagnons de l'Université Nouvelle³⁶ l'idée d'une « école moyenne »

³⁶ Compagnons de l'Université Nouvelle : mouvement professionnel d'universitaires lui-même imbriqué dans l'Association Nationale pour l'Organisation de la Démocratie, qui a

émerge. Cette école moyenne permet de répondre à deux critiques majeures du fonctionnement dual de l'enseignement de l'époque : une organisation de l'enseignement jugés extrêmement inégalitaire, injuste : les jeunes qui avaient fréquenté les tranchées se retrouvaient dans des écoles très différentes qui les préparaient à des destins sociaux très différents sur le simple fait de leur origine³⁷. En créant les conditions d'une démocratisation de l'enseignement, l'« école moyenne » permet alors de suspendre momentanément cette séparation entre les jeunes tout en élargissant le vivier de recrutement de l'élite de la nation. Mais elle permettait aussi de répondre à un deuxième argument, celui de l'inefficacité économique. N'oubliez jamais que la dimension sociale va avec la dimension économique. Et chaque fois que l'appareil de formation a bougé c'est à cause de ces deux dimensions, jamais de sa seule initiative.

Donc au lendemain du premier conflit mondial deux décisions vont être prises.

Contre toute attente, après le vote de la loi Astier³⁸ le législateur va transférer au ministère de l'Instruction publique la charge, la responsabilité de l'enseignement technique en France. Ce qui va conduire mécaniquement à un modèle qui constitue l'exception française en Europe. C'est-à-dire qu'on va choisir non pas la *formation* professionnelle mais *l'enseignement* professionnel. En d'autres termes, à travers le travail on vise l'émancipation de l'homme et de la femme, la construction du citoyen, de la citoyenneté et, en dernier lieu, celle de l'acteur économique. Le modèle défendu par les promoteurs de la formation

défendu des valeurs d'égalité et du mérite au travers d'une réforme de l'enseignement du début du XX^{ème} siècle.

L'Éducation Nouvelle, dont l'existence est située entre 1899 et 1939 a subi une importante influence de la première guerre mondiale qui l'a amené à produire un programme de réforme de l'enseignement en deux tomes parus en novembre 1918 (Tome 1 : *Les principes*) et juillet 1919 (Tome 2 : *Les applications de la doctrine*).

³⁷ *"Nous voulons un enseignement démocratique. Le nôtre en réalité ne l'était pas, bien qu'il se donnât beaucoup de mal pour le paraître. La vraie démocratie, c'est la société qui a pour règle l'intérêt général, où les hommes ne vivent pas comme s'ils étaient de diverses origines, mais où chacun collabore, dans la mesure de ses forces et de ses aptitudes, à assurer les tâches communes, où la seule hiérarchie est celle du mérite et de l'utilité"* (Les Compagnons. "L'Université Nouvelle.t.1, p. 21.).

"Un peuple qui s'est uni dans la guerre ne peut être divisé dans la paix".

"Les pères ont veillé dans les mêmes tranchées, partout où cela est réalisable, les fils peuvent s'asseoir sur les mêmes bancs".

³⁸ Loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial (dite loi Astier) du 25 juillet 1919 | Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

technique en école repose en effet sur l'idée que celle-ci ne se réduit pas à l'acquisition des savoirs pratiques. Elle s'inscrit dans une éducation plus globale, civique, morale et humaine qui à travers le travailleur voit d'abord l'homme et le citoyen. Il s'agit bien d'un projet d'émancipation des individus.

Pour que ce choix français soit qualifié effectivement et en quelque sorte attesté on va faire un deuxième choix : ce sera la puissance publique, la puissance régaliennne, l'État qui attestera le fait que ces jeunes auront suivi une formation complète. C'est tout simplement le diplôme délivré par l'État. L'État se substitue à l'individu pour dire : il est compétent. Et cet individu peut se prévaloir sur le marché du travail de ce diplôme attestant sa compétence.

La troisième évidence concerne le rôle de régulation que joue l'enseignement technique, aujourd'hui professionnel et technologique dans notre système d'enseignement. Une troisième décision politique fondamentale est en effet prise au lendemain du second conflit mondial. Les gouvernants de l'époque doivent faire face à un problème de démographie énorme dans un contexte de reconstruction de l'appareil de production et d'ouverture à l'international. L'avènement de la théorie du « capital humain »³⁹ voit en outre dans l'éducation un bienfait pour l'individu et un investissement pour la nation. Il faut donc investir massivement dans l'école. Mais comment le faire avec une organisation de l'enseignement qui ne le permet pas ? À l'époque, l'école élémentaire permettait l'accès à trois filières aux objectifs différents : l'enseignement primaire supérieur (l'école du peuple), après le certificat d'études, de la sixième à la troisième, le secondaire (l'école des notables), en lycée, de la classe de sixième à celle de terminale. Enfin, l'enseignement technique. À la veille des grandes réformes de la V^e République, l'enseignement technique public comporte trois

³⁹ Le concept de capital humain, formulé pour la première fois en 1961 par l'économiste du développement Theodore Schultz, a été systématisé par Gary Becker en 1964, qui obtint pour cela le Prix Nobel d'économie en 1992.

Selon la définition de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), le capital humain recouvre « *l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique.* », « *Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité* » (*L'investissement dans le capital humain*, OCDE, 1998 ; *Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social*, OCDE, 2001).

niveaux : le niveau supérieur (Écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers et Conservatoire national des arts et métiers), le niveau moyen (Écoles nationales professionnelles, Collèges techniques) et le niveau élémentaire (Centres d'apprentissage).

Pour ces gouvernants il n'est pas question de remettre en cause ce qu'ils vont qualifier de « génie français », c'est-à-dire cette caractéristique qui réside dans la transmission d'un savoir fondé sur les humanités et les sciences universelles, intemporelles qui est bien évidemment l'apanage d'une petite frange de la population française. Le système qui va se mettre en place va donc consister à permettre l'expression de parcours pour faire en sorte que chacun des jeunes puisse s'exprimer au-delà de ses possibilités sans remettre en cause le « génie français », donc le caractère élitaire de l'enseignement secondaire et *a fortiori* de l'enseignement supérieur.

Pour y parvenir on va utiliser une métaphore : « la digue et le canal ». Il s'agit de créer la digue qui empêche la submersion de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur et les canaux qui vont être nécessaires pour faire ressortir à tous les étages de la fusée les jeunes dont l'appareil de production a besoin.

Pour cela on a besoin de quelques outils techniques :

On a d'abord besoin de compter les jeunes. Je vous rappelle qu'à l'époque on construisait un collège par jour. On attend un million de jeunes dans l'appareil de l'enseignement. Ce sera le rôle de la carte scolaire (1963) qui conduit à assigner les jeunes à résidence.

Il faut ensuite créer cette « école moyenne » qui permet de puiser non plus seulement dans le vivier de recrutement des riches mais aussi dans le vivier de recrutement des pauvres. En d'autres termes, la France va faire le choix politique d'élargir le vivier de recrutement de l'élite. Elle n'a pas fait le choix d'une formation pour tous. Ceci est essentiel pour comprendre pourquoi nous avons autant de difficultés pour faire reconnaître aux yeux de la population l'enseignement professionnel et technologique comme des voies d'expression de la réussite sinon de l'excellence (Matthieu Lahaye a justement dit que cette école a été construite pour les classes moyennes supérieures). Pour cela on va structurer cet enseignement technique en séparant ses deux dimensions que sont le professionnel et le technologique (c'est sous le ministre Chevènement que tout cela va s'opérer). Pendant vingt ans on va opérer cette disjonction avec la création du baccalauréat professionnel en 1985 et la création du baccalauréat

technologique l'année suivante. Des établissements différents de formation se dissocient tout simplement parce qu'on a une finalité qui est bien assignée, bien claire (la clarté dont parlait Matthieu Lahaye) : la voie professionnelle c'est l'insertion, la voie technologique c'est la poursuite d'études. Mais, en France la culture du diplôme est puissante et elle est à l'origine de notre incapacité à penser la montée en compétences autrement que par l'obtention d'un diplôme supérieur. Ce qui a mécaniquement pour conséquences qu'un nombre toujours plus important de jeunes ne sont pas au bon niveau. En somme, je caricature, si vous n'êtes pas polytechnicien vous avez raté votre vie ! C'est ce qu'on appelle la pointe de diamant.

Pendant les finalités différentes de l'enseignement professionnel et de l'enseignement technologique vont rapidement être brouillées par le slogan des 80 % d'une génération *au niveau* du baccalauréat qui sera entendu comme 80 % de bacheliers, par les familles et les acteurs. En délivrant le premier grade universitaire aux bacheliers professionnels on ouvre, *de facto*, la voie à une poursuite d'études à l'université. Terrible paradoxe ! On délivre le premier grade universitaire à des jeunes que l'on va s'échiner ensuite à détourner de l'université ! Ce mensonge ne peut plus durer !

À l'époque néanmoins ce message est entendu. Toute l'infrastructure se met en ordre de bataille pour pouvoir réaliser cette élévation du niveau. Je rappelle le contexte : chômage massif des jeunes, avènement de nouvelles technologies, lutte contre les sorties prématurées du système (il faut impérativement maintenir les élèves dans l'appareil de formation). Alors on ressort à nouveau « la digue et le canal » pour que le lycée général ne soit pas perturbé par cette montée en flèche démographique de jeunes dont la plupart n'accédaient pas au lycée. Le débat de l'époque autour du baccalauréat professionnel est intéressant. Il va tourner autour de deux visions du monde : certains estiment que des élèves de BEP et de CAP doivent pouvoir accéder aux formations pressenties à tort ou à raison comme les plus prestigieuses du second cycle des lycées technologiques. Ce sont les Premières d'adaptation qui recevront ces élèves. Le ministre Jean-Pierre Chevènement, au nom de l'élitisme républicain, est sur une position différente. Il tient à offrir une possibilité à ces jeunes de pouvoir poursuivre dans un diplôme qui leur est dédié.

Ainsi, comme en 1965 où l'on avait associé dans un oxymore les termes de baccalauréat et de technicien, les décideurs ont choisi d'associer cette fois-ci les

termes de baccalauréat et de professionnel. Une terminologie qui va porter en elle un certain nombre d'ambiguïtés qui ne vont pas s'exprimer immédiatement mais qui vont prendre toute leur ampleur dans les années 2000. Dans les trois décennies qui vont suivre, la montée en puissance, la massification du lycée va s'opérer via les lycées professionnels. Les effectifs de l'enseignement général ne vont pas bouger, ceux de l'enseignement technologique vont légèrement diminuer, ceux de l'enseignement professionnel vont exploser.

Il ne faut jamais perdre de vue que le monde du travail a toujours imprégné notre école et les inflexions qui sont données à notre institution aujourd'hui sont directement liées à un certain nombre de problématiques issues du monde du travail. C'est pour des raisons qui appartiennent au monde du travail qu'à la fin des années 1990, l'Union européenne demande aux États membres d'infléchir leur appareil de formation dans deux directions. La première : sortir de ce qui caractérise nos systèmes, c'est-à-dire la sommation des connaissances. C'est bien de maîtriser la Pléiade mais ce qui importe pour les décideurs c'est de voir dans quelle mesure un individu est capable de mobiliser ses ressources dans une situation complexe et de façon autonome lorsqu'on lui a passé une commande. C'est la définition de la compétence. Mais cette exigence va susciter un malentendu. La compétence a ceci de particulier c'est qu'elle ne se donne pas à voir directement, elle est forcément située. C'est le produit d'une action d'un individu dans une situation problème qui va se donner à voir. La compétence ne dit cependant rien de la façon dont l'individu mobilise un ensemble de ressources dont certaines sont des capacités. Or les capacités ont ceci de particulier c'est qu'elles sont à leur tour elles-mêmes difficiles à évaluer. Savoir lire est une capacité. Avant de pouvoir dire : je sais lire une œuvre littéraire, un schéma, un graphique, je sais lire à trente mètres de hauteur les pieds dans l'argile, il va falloir mobiliser un certain nombre de situations très différentes. On va donc avoir le furieux sentiment que pour cette dialectique autour de la compétence il n'y a pas besoin de savoir, alors que le savoir est évidemment consubstantiel des compétences, il n'y a pas de compétences sans savoir. Ce n'est pas anodin.

Mais quand on parle de compétences on prépare surtout le terrain à deux dimensions. Sauf à considérer que la compétence ne s'acquiert que dans l'appareil de formation, ce qui est faux, on est bien obligé de reconnaître qu'elle s'acquiert également dans toute situation d'interaction humaine. D'où le décloisonnement spatial aujourd'hui recherché. Par ailleurs, sauf à considérer qu'elle ne s'acquiert

que dans les premiers temps de la formation lycéenne, on est bien obligé de considérer qu'il y a un début mais qu'il n'y a pas de fin. D'où le décroisement temporel là encore recherché. Derrière la notion de compétence, se dissimule un puissant mouvement visant à s'extraire de ce qui était la logique de l'état précédent, c'est-à-dire un diplôme national qui venait attester d'une formation acquise dans un établissement de formation. Avec le décroisement complet de l'appareil de formation, on prépare le terrain pour sortir de cette dialectique et mettre en place ce qu'on appelle aujourd'hui la « formation tout au long de la vie ».

Il manquait toutefois un certain nombre d'ingrédients que l'on trouve dans les réformes de la voie professionnelle de la dernière décennie.

Premier temps. Il fallait aligner les temps de formation de la voie professionnelle avec le reste. Ce sera fait entre 2008 et 2010 la disparition du bac pro en quatre ans, ou plus exactement l'alignement du temps de formation. On prépare tout doucement ce second cycle de l'enseignement secondaire pour la suite du parcours.

Deuxième temps, la transformation de la voie professionnelle mise en œuvre en 2018.

Pour ces deux réformes j'étais aux premières loges. Dans le cadre de la mission Calvez-Marcon à laquelle j'ai participé, nous avons auditionné quatre-vingts branches professionnelles qui, toutes, nous ont dit la même chose. Ce qui est intéressant n'est pas le décalage qu'il peut y avoir entre le secteur du luxe, l'aéronautique, l'hôtellerie-restauration ou le secteur automobile. Certes, les représentants des branches professionnelles ont tendance parfois à se plaindre au-delà du raisonnable. Ce n'est pas le plus important.

Ce qui est important c'est la convergence des discours autour de trois constats :

Premier constat : nous n'arrivons pas à recruter les jeunes dont nous avons besoin. Ce mouvement est antérieur à la crise sanitaire.

Deuxième constat qu'il faut l'entendre : nous ne retrouvons pas dans les diplômes que vous délivrez les compétences qu'ils sont censés certifier. En d'autres termes vous diplômez mais vous ne certifiez pas. Que savent faire vos élèves avec leur diplôme ?

Troisième constat : nous ne savons pas comment communiquer avec les générations Y (aujourd'hui Z). Ça tombe bien, nous non plus ! La génération Y a un rapport au monde qui n'a rien à voir avec le nôtre. Tout notre système d'enseignement est fondé sur une promesse républicaine : « tu me donnes

18 années de ta vie, je t'assure une place dans la société ». À partir du moment où cette promesse n'est plus tenue pour un nombre croissant de jeunes, ce ne sont pas seulement la cohésion sociale et nos institutions qui sont en jeu, c'est notre République. De la façon dont l'enseignement technique va répondre aux défis qui sont devant nous dépend tout simplement notre avenir. Ce qui se joue dans la formation professionnelle ou dans l'enseignement professionnel est ni plus ni moins que ce qui se joue dans l'enseignement en règle générale.

La loi de 2018, relative à la liberté de choisir son avenir professionnel⁴⁰, va venir boucler le tout. Postérieure à ce que je vous ai dit concernant les branches professionnelles, elle va faire en sorte de transférer une partie de la responsabilité sur d'autres ministères, notamment le ministère du Travail, à travers France compétences et à travers le ministère du Travail lui-même. En d'autres termes on va demander à ce que l'enseignement professionnel soit beaucoup plus « insérant ». Or dans les années 1990 on avait développé des formations professionnelles tous azimuts pour maintenir les jeunes dans l'appareil de formation. Ce sont essentiellement des formations de secrétariat et de comptabilité qui ont émaillé l'ensemble du territoire. À la sortie du collège, les deux tiers des jeunes qui se dirigent vers l'enseignement professionnel vont du côté du tertiaire et se répartissent dans trois baccalauréats professionnels. Derrière l'extraordinaire diversité de l'enseignement professionnel en termes de spécialités (plus d'une centaine) on observe en fait une extrême concentration de demandes sur quelques baccalauréats professionnels dont le point commun avec l'enseignement général est la proximité. C'est-à-dire que la question de la mobilité est prioritaire pour ces jeunes issus pour la plupart de milieux défavorisés.

Bref, de toute évidence l'orientation en France dysfonctionne.

Mais, est-il raisonnable de vouloir répartir à l'âge de 15 ans la totalité d'une génération entre trois voies de formation qui préparent les jeunes, avec des contenus de formation extrêmement différents, à des destins très différents ? La réponse est contenue dans la question.

La loi de 2018 va donc boucler définitivement le modèle. D'abord en apportant les blocs de compétences qui préparent la mise en système de toutes les

⁴⁰ LOI n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
(1) – Légifrance (legifrance.gouv.fr)

certifications. Parmi les certifications le diplôme : le ministère de l'Éducation nationale est de ce point de vue le premier certificateur. S'y ajoutent les titres professionnels (ingénieur et autres) et les CQP (certificats de qualification professionnelle) délivrés par les branches professionnelles. L'idée des blocs de compétences est donc clairement la correspondance entre ces différentes certifications par l'harmonisation, la systématisation, la rationalisation du processus de certification.

Le quatrième élément qui vient finaliser le changement de paradigme est la VAE (validation des acquis de l'expérience). Jusqu'à présent la VAE signifiait : « je viens vendre mon expérience, je la transfère au bureau de change et l'on me dit ce qu'il faut faire pour avoir un diplôme ». Ce n'est plus le cas puisque les blocs de compétences sont désormais éligibles au titre de la VAE

Mieux, on va expérimenter la VAE inversée ! Alors que la VAE renvoyait au passé de l'individu, la VAE inversée prépare le parcours futur. C'est l'avenir que l'on construit. On voit donc que le modèle français conçu sur une formation complète qui visait l'émancipation de l'individu, portant en elle les fondements mêmes de l'intérêt général, s'efface au profit d'une autre conception où il s'agit de doter les individus d'une capacité à gérer les grandes transitions de leur vie : formation – emploi, emploi-chômage, chômage-retraite. Avec la réforme du baccalauréat, on a par exemple transféré sur l'individu un certain nombre de choix concernant les enseignements de spécialité. Ce n'est rien d'autre que le visage de ce mouvement de fond.

Or, ce modèle n'est viable qu'à condition qu'on ait pansé d'abord les blessures de jeunes qui pour certains ont vécu de façon chaotique leur parcours au collège et qu'on ait pensé ensuite leur accompagnement pour qu'ils aient au moins un espoir de réussite dans cette société.

À travers l'enseignement technique et les mutations actuelles, extrêmement lourdes, profondes et rapides, se joue notre modèle. Je rejoindrai les deux intervenants précédents. Il est à mes yeux urgent qu'il y ait une concorde autour de la question de l'éducation, qu'on se mette enfin d'accord autour d'un certain nombre de grands principes pour être au rendez-vous d'une jeunesse qui mute dans ses attentes.

On pouvait jusqu'à présent communiquer sur le métier d'enseignant au ministère de l'Éducation nationale parce qu'on pouvait faire valoir la sécurité de l'emploi. Aujourd'hui la sécurité de l'emploi est prise comme un fil à la patte et

non comme un atout. Ce ne sont donc pas ces arguments qu'il faudra faire prévaloir dans un avenir proche mais, au contraire, une clarification. Je rejoins Matthieu Lahaye sur ce point, il faut sortir des implicites qui sous-tendent l'organisation de l'enseignement. Tous n'iront pas à l'université, il faut le dire. Dans tous les rapports que j'ai commis j'ai dit que l'accès est une chose, la réussite en est une autre.

Je ne parlerai pas du rendement de notre appareil de formation concernant la réussite dans l'enseignement supérieur ... que l'on ne sait d'ailleurs pas définir, pas plus que les réorientations dans un contexte où la notion de décrochage n'est pas opérante dans l'enseignement supérieur. Plusieurs rapports de l'inspection générale tentent de répondre à ces questions. Mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'il manque un certain nombre de manettes sur le tableau de bord pour piloter.

Le modèle qui se met en place, une formation tout au long de la vie où l'individu va construire et évaluer son propre parcours, pose la question de la traçabilité de ces expériences. Qu'en fait-on ? *Quid* du droit à l'oubli ?

Cette évolution fait surgir un certain nombre de notions extrêmement puissantes, de véritables défis pour notre école. Or qui a les moyens de passer au-delà des frontières ? Qui a les moyens de stocker ces informations dans l'espace et dans le temps ? Les Gafam...

C'est la raison pour laquelle nous plaidons pour que l'État républicain rappelle la nécessité impérieuse d'accompagner tous les jeunes dans leur construction. Et pas seulement les jeunes les plus défavorisés, les jeunes dans leur ensemble, parce que la notion de parcours les concerne tous. J'ai tendance à définir la notion de parcours comme un itinéraire organiser, sous-entendu identifiable, identifié et sécurisé (la question de la sécurisation reposant sur la réversibilité des choix d'un individu dans le temps) d'acquisition de compétences et de connaissances. Ce parcours n'est pas une promenade mais le chemin que l'on emprunte pour se construire, mûrir, s'émanciper, être conscient de son propre potentiel.

Je vous remercie

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

À travers votre discours très structuré vous nous avez ramenés très haut dans l'histoire avec la description de maux qui viennent de loin. Cet aspect était également passionnant.

Je comprends que la réforme pour laquelle vous plaidez est le pari d'une génération nouvelle qui est fondée sur le profond individualisme des choix, positifs ou négatifs, fussent-ils des choix plus ou moins « uberisés » ou même des choix de précarité. Je pense que c'est une des choses sur lesquelles nous reviendrons dans notre prochain colloque qui sera consacré au travail.

Dans son exposé préliminaire Joachim Le Floch-Imad avait souligné le manque de commun chez les jeunes. La réforme que vous proposez rentrerait dans cette vision d'une reconstitution du commun dans la mesure où vous dites que si on ne fait rien on laisse sur la route à la fois quantitativement un grand nombre de jeunes à éduquer mais aussi qualitativement une génération nouvelle qui voit les choses autrement. C'est tout le pari, me semble-t-il, sur lequel cela repose.

Je vais me tourner maintenant vers Natacha Polony en lui demandant comment elle voit le commun reconstituable pour une jeunesse largement désarticulée – comme l'a dit Joachim Le Floch-Imad –, largement sous-éduquée – comme l'a dit Matthieu Lahaye – et largement individualisée dans ses choix propres, y compris ses choix professionnels et ses choix de vie comme l'a montré la dernière intervention.

La priorité est-elle bien d'ailleurs de reconstituer un commun ? Et quel serait-il ? Pas seulement celui que l'on présenterait à la jeunesse comme un but désirable pour elle mais un commun qui réunisse la totalité de la jeunesse elle-même c'est-à-dire qu'elle s'approprierait...

La conception républicaine de la nation comme antidote à la fragmentation du commun

Merci beaucoup, Madame la présidente.

Merci de m'avoir invitée dans ce colloque absolument passionnant ... en me donnant sans doute la position la plus difficile puisque j'arrive derrière trois orateurs qui ont abordé à peu près tous les sujets avec brio. J'aurai l'impression sans doute de ne faire que ramasser un peu ces réflexions, une tâche d'ailleurs assez utile.

Après l'intervention de Joachim Le Floch-Imad vous disiez, Madame la présidente, qu'il y avait peut-être quelque chose d'un peu désespérant. J'ai senti que vous craigniez le pessimisme. C'est une caractéristique de cette époque : nous n'assumons pas le pessimisme. Peut-être est-il temps de désespérer la rue de Bourgogne, Billancourt et tout le reste, c'est-à-dire de regarder les choses en face !
Allons-y !

En effet, le constat qui a été dressé ce soir n'est pas totalement réjouissant. Pour autant, je crois, pour ma part, qu'il y a énormément à faire si tant est qu'on veuille réellement s'en donner les moyens, c'est-à-dire tout simplement partir d'un constat lucide pour essayer d'emporter une « jeunesse » – on a dit à quel point ce terme est vague –, d'emporter les jeunes citoyens français qui n'attendent qu'une chose, c'est qu'on leur offre un horizon.

De fait ce n'est pas forcément facile. L'obsession des politiques et des journalistes est de trouver comment parler à ces jeunes gens qui n'ont strictement rien à faire de ce que nous pouvons leur dire. « Il faudrait quand même pouvoir parler à la jeunesse. Il faudrait trouver quelque chose à lui dire mais quoi ? », me disait un jour un jeune secrétaire d'État dont je ne citerai pas le nom (j'ai été un peu interloquée de le voir, ensuite, devenir ministre de l'Éducation nationale). Je pense pour ma part qu'il y a énormément de choses à dire à la jeunesse française et je suis toujours un peu étonnée de voir les politiques à ce point-là « à sec ».

Une question qui peut sembler un peu annexe mais qui pèse énormément a été abordée par Joachim Le Floch-Imad. C'est la question économique.

Ayons d'abord en tête qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, quand tout était à refaire, le système économique choisi voulait remercier la jeunesse de son sacrifice. Tous ces jeunes gens qui avaient payé un lourd tribut dans la guerre la plus épouvantable que le monde ait connue ont pu ensuite construire leur vie. Évidemment il fallait reconstruire, il y avait du travail, mais la structure même était faite pour qu'ils puissent se loger, emprunter, pour qu'ils puissent donc construire leur vie.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'aujourd'hui le système économique n'est pas en faveur de la jeunesse. Contrairement aux discours qui ont été tenus après le covid (« rien ne sera plus comme avant... il faut remercier ces jeunes qui ont accepté de subir un enfermement dans une période de leur vie où on ne devrait pas avoir à rester enfermé ... ») rien n'a changé ! Nous sommes depuis des décennies dans un système qui favorise les épargnants, qui favorise ceux qui détiennent le patrimoine. Ce système, qui rend beaucoup plus difficile l'accès au marché du travail, au logement, défavorise mécaniquement la jeunesse. Les politiques de monnaie forte qui ont été menées pendant extrêmement longtemps l'ont été au détriment de la jeunesse et en faveur, notamment, des épargnants allemands puisque, de fait, l'Allemagne n'a pas la même démographie que la France.

C'est une parenthèse mais la question économique est essentielle : si nous voulons comprendre les jeunes gens qui, aujourd'hui, découvrent les perspectives qui leur sont offertes il faut avoir en tête que nous ne les aidons pas.

« La jeunesse française face aux grands défis de la nation », l'intitulé de ce colloque nous amène à nous poser deux questions : de quelle jeunesse parle-t-on ? et qu'est-ce qu'une nation ?

Quand nous parlons de nation nous avons tous en tête la définition qu'en a donnée Ernest Renan, à savoir, non seulement « *un plébiscite de chaque jour* », mais aussi – il faut en permanence rappeler cette partie souvent évacuée – « *un legs de souvenirs communs* ». Ce sont ces deux éléments qui permettent de forger l'entité historique d'une nation. Ce « legs » nécessite que ces souvenirs soient transmis aux jeunes générations qui adviennent. Dès lors que cette transmission s'interrompt, il manque un des deux éléments essentiels pour forger une nation. Accomplissons-nous ce travail vis-à-vis de la jeunesse ?

Je cite quelques phrases de Jaime Semprun qui, en 1997, avait résumé avec anticipation une partie du problème :

« Parmi les choses que les gens n'ont pas envie d'entendre; qu'ils ne veulent pas voir alors même qu'elles s'étalent sous leurs yeux, il y a celles-ci : que tous ces perfectionnements techniques, qui leur ont si bien simplifié la vie qu'il n'y reste presque plus rien de vivant, agencent quelque chose qui n'est déjà plus une civilisation; que la barbarie jaillit comme de source de cette vie simplifiée, mécanisée, sans esprit ; et que parmi tous les résultats terrifiants de cette expérience de déshumanisation à laquelle ils se sont prêtés de si bon gré, le plus terrifiant est encore leur progéniture, parce que c'est celui qui en somme ratifie tous les autres. C'est pourquoi, quand le citoyen-écologiste prétend poser la question la plus dérangement en demandant : « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? » il évite de poser cette autre question, réellement inquiétante : « À quels enfants allons-nous laisser le monde ? » »⁴¹.

Ces phrases me semblent prémonitoires parce que pour qu'existe quelque chose comme une nation il faut une inscription dans l'historicité. Et la question que nous devrions nous poser est de savoir si nous inscrivons nos jeunes dans ce temps long. Ces lignes ont été écrites avant les réseaux sociaux. Or nous avons bâti un monde de l'immédiateté largement amplifié par les réseaux sociaux. C'est l'abolition de l'historicité. C'est une horizontalité globale qui efface aussi les frontières. En effet, le système des réseaux sociaux repose d'abord sur quelque chose qui fonctionne comme une hypnose et transforme l'individu en pur consommateur de produits jetables, lui-même devenant un produit jetable. C'est cela que nous avons mis dans les mains de nos enfants. Avec l'idée que nous ne pouvons pas ne pas le faire ! Malgré les débats terrifiants sur la question extrêmement complexe, douloureuse, du harcèlement scolaire, on s'aperçoit que peu de parents envisagent que leurs enfants puissent ne pas être sur les réseaux sociaux. Ils auraient l'impression de les amputer, de les couper de toute vie sociale... alors même qu'ils arrivent à identifier que c'est un des éléments de la souffrance de leur enfant ! Il y a là quelque chose qui devrait nous inciter à nous poser quelques questions. Je pense à ces parents qui ont décidé de porter plainte contre Tik Tok après le suicide de leur fille. Celle-ci avait fait une vidéo dans laquelle elle expliquait qu'elle était victime de moqueries du fait de son poids. Et l'algorithme de Tik Tok s'était mis à lui proposer systématiquement des vidéos sur la perte de poids ! La question, beaucoup plus vaste, est de savoir comment nous pouvons accepter que l'ensemble des jeunes aient accès de plus en plus tôt à

⁴¹ Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple*, Paris, éd. Encyclopédie des Nuisances, 1997, p.20.

ce genre de chose, devenant des produits au service des Gafam et de Tik Tok. Cette application appartient à une entreprise chinoise. Il est intéressant de savoir que la Chine a choisi de ne pas avoir le même Tik Tok pour sa propre jeunesse. Quant à Taïwan, on s'y expose à une amende de 1500 dollars quand on expose un enfant de moins de deux ans à un écran ou si on laisse un jeune de moins de dix-huit ans plus de deux heures par jour devant des écrans ! Cela devrait tout de même nous amener à réfléchir au lieu d'arguer que ces pays ne sont pas aussi démocratiques que les nôtres et de nous féliciter de préserver la liberté ! En réalité nous avons cessé de réfléchir à ce qu'est la liberté. Cela entre évidemment dans le cadre d'un système de capitalisme consumériste qui transforme l'individu en pur consommateur. Il ne faut surtout pas en faire un citoyen car le principe de la consommation s'appuie sur la pulsion des individus ! Et les réseaux sociaux sont un des instruments de cette pulsion.

On peut penser aux réflexions de Cornélius Castoriadis sur le fait que chaque système, chaque régime politique, produit un type humain spécifique. Il soulignait par exemple que la Troisième République avait produit des modèles comme l'instituteur, le juge intègre, etc. Selon Castoriadis, le capitalisme consumériste produit un type humain qui a pour caractéristique le narcissisme (qui s'exprime de façon exacerbée à travers l'utilisation des réseaux sociaux), un narcissisme en apparence pacifique : la consommation serait un « doux commerce » qui apaiserait les mœurs. Depuis peu nous nous sommes aperçus que les choses n'étaient pas aussi simples. Castoriadis l'avait prévu, expliquant que ce narcissisme, parce qu'il est fondé sur la pulsion, peut produire des individus éminemment violents du fait des frustrations liées au principe de comparaison avec autrui.

Bref, nous exposons nos enfants à des algorithmes qui les utilisent comme instruments et, en outre, diffusent à travers la planète une culture unique, un *soft power* d'une puissance absolument redoutable qui fait que les jeunes de différents pays du monde ont à peu près les mêmes référents. Ils regardent les mêmes vidéos parfaitement stupides, des vidéos de plus en plus brèves, de plus en plus rapides et addictives. Je ne peux que vous conseiller les livres du neuroscientifique Michel Desmurget. Il y a quinze ans, dans *TV lobotomie*⁴², il recensait les études scientifiques qui démontraient les méfaits de la télévision. Les médias se plaisent à confronter les opinions sur ces sujets (cinq minutes pour les

⁴² Michel Desmurget, *TV Lobotomie : La vérité scientifique sur les effets de la télévision*, Paris, éd. J'Al LU, 2013.

uns, cinq minutes pour les autres) : *oui*, la télévision pose problème ... *mais*, selon tel sociologue ou psychologue, elle développe des capacités ... Quelques années plus tard, dans *La fabrique du crétin digital*⁴³, Michel Desmurget recensait les études portant sur l'ensemble des écrans, les jeux vidéo. Là encore il se trouve toujours des psychologues pour expliquer que cela développe aussi les capacités cognitives.

Dans les années 1950-1960, quand la télévision a commencé à pénétrer, des chercheurs américains avaient observé des villages juste avant leur raccordement à la télévision. Ils y étaient revenus deux ans après, essayant de comprendre ce qui avait été modifié. On voyait le comportement des gens changer de façon effarante. On voyait par exemple les jeunes filles ne plus avoir le même regard sur leur corps et se trouver trop grosses ! De même, aux États-Unis, les jeunes de dix-huit ans sont évalués sur leurs capacités de langage. On voyait la courbe de capacités de langage s'effondrer, selon un tracé inversement superposable avec la courbe de pénétration de la télévision. Curieusement, vingt ans après, les jeunes gens étaient incapables d'aligner deux mots. Michel Desmurget notait d'ailleurs que dans la baisse du nombre de mots prononcés dans un foyer, une fois qu'on y introduisait la télévision, c'était la parole du père qui disparaissait le plus. Nous devrions être attentifs à ce lien avec les rapports familiaux et les questions de transmission.

Bref, nous avons accepté petit à petit que des instruments de plus en plus puissants fassent concurrence à l'école et aux livres alors même que l'ensemble de notre civilisation est fondé sur la rationalité telle que la déploie notamment les livres. Et nous sommes très étonnés ensuite de nous apercevoir qu'il devient de plus en plus difficile, de « faire du commun », de constituer une nation. Mais comment pouvons-nous constituer une nation quand les principales références que nous offrons à notre jeunesse sont fabriquées par d'autres, par un autre système ?

Même les discours du personnel politique qui dirige la France aujourd'hui, ont des références issues des séries américaines. Les plus jeunes d'entre eux se vivent comme des personnages de « *House of Cards* » (série télévisée américaine de *thriller* politique). Ils agissent comme ils pensent que devraient agir des héros de série américaine.

⁴³ Michel Desmurget *La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants*, Paris, éd. du Seuil, 2019.

Cela explique la pénétration dans notre pays de ce qu'on appelle le « wokisme » et autres courants de pensée qui n'ont rien à voir avec notre histoire et notre culture. En effet, aujourd'hui, de nombreux jeunes gens pensent la question raciale à la lumière des vidéos et des séries américaines qu'ils regardent alors qu'aux États-Unis la société s'est construite autour d'un racisme intrinsèquement lié avec la façon dont s'organisait la nation, ce qui n'a rien à voir avec la France.

Il en est de même de presque tous les rapports sociaux. Même la conception de l'espace public telle qu'on la trouve aux États-Unis est en train, petit à petit, de se diffuser. D'où le fait que nos jeunes gens et même le personnel politique ont de plus en plus de mal à comprendre ce qu'est réellement la laïcité : un principe qui repose sur l'idée d'un espace public neutre dans lequel les citoyens vont délibérer et qui nécessite, non pas comme on le dit aujourd'hui que l'État soit neutre et respecte les religions, mais que l'État garantisse la neutralité de cet espace public, c'est-à-dire le protège contre tous ceux qui voudraient s'approprier le bien commun. Ce qui n'a rien à voir avec l'organisation américaine où le bien commun est le fruit de l'interaction d'individus et de communautés. Ces modèles étrangers à notre histoire sont en train de nous imprégner petit à petit, dessinant un cadre où il ne peut plus y avoir de nation.

Cela devrait faire l'objet d'une réflexion avant qu'il ne soit trop tard, avant que nous ayons perdu les spécificités qui nous permettent de penser ce qu'est la République.

Je suis d'ailleurs assez frappée de voir à quel point la notion-même de République est devenue étrangère à beaucoup. Je débattais la semaine dernière, modestement, avec Pascal Ory. Cet historien, cet académicien qui est une forme de conscience intellectuelle, vient de publier un petit livre intitulé *Ce cher et vieux pays*⁴⁴, en référence à De Gaulle, pour expliquer que les Français ont toujours eu une appétence pour l'autoritarisme, voire la dictature. Selon lui, les démocraties libérales telles qu'elles se trouvent en Europe ne sont pas comprises par les Français qui, n'étant pas des libéraux, ne sont pas démocrates. Et Pascal Ory de citer la Suisse comme véritable démocratie. Ce en quoi je me suis permis de faire remarquer qu'on pouvait penser la chose différemment. En 1995, dans un texte célèbre : *Êtes-vous démocrate ou républicain ?*⁴⁵, Régis Debray citait deux

⁴⁴ Pascal Ory, *Ce cher et vieux pays*, Paris, éd. Gallimard, coll. Tracts, 2023.

⁴⁵ Régis Debray, « Êtes-vous démocrate ou républicain ? », *Le Nouvel Observateur* du 30 novembre-6 décembre 1995, pp. 115-121.

républiques au monde, la France et la Suisse, face aux démocraties, démocraties libérales qui, en effet, ne reposent pas, comme la République française, sur l'idée de citoyen autonome, responsable, décidant du bien commun. Et Régis Debray avait cette phrase magnifique : « *La démocratie est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières.* ».

Tout le problème est là : sommes-nous capables de perpétuer les Lumières dans un monde qui les combat, qui cherche à les éteindre à chaque instant ? Je crois que tout l'enjeu est là : les grands défis de la nation ne peuvent être pensés qu'à cette aune parce qu'il n'y a pas de république si, petit à petit nous éteignons les Lumières, c'est-à-dire si nous ne préservons pas la raison universelle.

J'ai en tête un petit texte de Jean-Claude Michéa qui défend l'idée d'une « *décence commune* » (de l'expression orwellienne « *common decency* ») intrinsèque à ceux qu'il appelle les « *gens ordinaires* ». Ils ont en eux cette « *décence commune* » qui leur permet de savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Dans une petite note de bas de page, Jean-Claude Michéa éprouvait le besoin de préciser qu'il espérait que les classes populaires, les « *gens ordinaires* », avaient encore en eux cette « *décence commune* ». La question mérite d'être posée. Comment naît cette *décence commune* ? Par la transmission de récits, de valeurs, qui ensuite vont infuser et faire que chacun peut déterminer ce qu'il juge décent et ce dont il estime que cela ne doit pas être fait. Avons-nous encore la possibilité de faire émerger cette *décence commune* ? Toutes ces questions doivent absolument être posées.

Elles doivent être posées parce que nous sommes face à des jeunes gens qui justement ont besoin qu'on leur dise ce qu'ils font là. Malgré toutes leurs différences, toutes les jeunesse dont a parlé Joachim Le Floch-Imad ont besoin avant tout qu'on leur permette un peu d'exaltation, qu'on leur explique qu'il y a quelque chose à construire, que tout n'est pas perdu. Certes nous sommes dans une époque dont on peut comprendre qu'elle est moins réjouissante que les périodes où l'idée de progrès pouvait porter la société. Aujourd'hui les jeunes gens sont confrontés à une situation qui est nettement moins amusante que, par exemple, celle de ma génération où beaucoup adoraient se baigner d'illusions : le mur de Berlin était tombé, la démocratie avait gagné, c'était la fin de l'histoire, c'était merveilleux ... Étant d'un naturel un peu suspicieux je trouvais que c'était tout de même un peu douteux mais le progrès de l'humanité restait quelque chose qu'on pouvait envisager. Je comprends parfaitement que les jeunes gens d'aujourd'hui considèrent que le monde que nous leur offrons n'est pas

particulièrement reluisant. Ils ont parfaitement raison d'être éco-anxieux, je le suis moi-même. Ils ont parfaitement raison de s'inquiéter du renouveau des empires.

Le but des discours des politiques et des générations qui portent aujourd'hui ce monde devrait être justement de définir pour la jeunesse ces fameux grands récits et la façon dont on peut y trouver sa place.

Si je devais résumer ces grands récits je dirais qu'ils doivent tourner autour d'une notion, celle d'indépendance. Si j'allais plus loin j'ajouterais celle de souveraineté, un mot qui, imprononçable il y a vingt ans, est revenu aujourd'hui à la mode. Il n'est plus ignominieux de le prononcer. Allons-y !

Comment construire les conditions de l'indépendance vis-à-vis des grands empires qui se reconstituent ? Comment, par un discours sur le progrès, sur la science, fonder l'indépendance vis-à-vis des conditions naturelles pour ne plus les subir ? Tout cela mérite un débat national. Il n'y a rien de pis que d'éteindre ce débat, soit en louant cette jeunesse pour sa capacité d'indignation, soit, au contraire, en déplorant son pessimisme.

Cela nécessite que nous affrontions la question de savoir ce qui nous rassemble, en osant parler à ces jeunes gens d'identité nationale, par exemple. Le terme a été abîmé mais il désigne ce qui fait que, face à des défis globaux, la France en tant que République va apporter une réponse différente du reste du monde. Nous devons nous poser collectivement la question de l'identité nationale pour permettre à des jeunes gens de comprendre pourquoi ici et maintenant on pense ces problèmes-là différemment du reste du monde, à travers un système qui est sans doute la plus belle expression de la démocratie.

Mais encore faut-il rendre effective cette démocratie. Les questions qui ont été abordées ce soir tournaient en fait autour de tout cela. Quand on parle de pédagogie, quand on parle de ce qui se passe réellement dans les classes, de quoi parle-t-on sinon de la capacité que nous pouvons avoir de former la logique et la raison chez des individus ? C'est ce qui aujourd'hui n'est plus fait correctement du fait des méthodes pédagogiques qui sont employées. Quand des élèves ne maîtrisent plus les fractions ou la résolution de problèmes, c'est leur capacité à se comporter ensuite en citoyens autonomes qui est abîmée. De même, parlant de la façon de penser l'orientation, la formation professionnelle, on a évoqué le terme de méritocratie. C'est toute la promesse républicaine qui se joue dans cette méritocratie. Si nous ne résolvons pas ce problème de destruction de « l'ascenseur social » qui est surtout la destruction de la promesse républicaine qu'il sera donné

à chacun selon son mérite, alors nous désespérons les jeunes gens qui aujourd'hui entrent dans cette société et ont l'impression que leur destin est écrit.

Enfin, l'indépendance, la souveraineté, supposent que nous redevenions une nation de producteurs.

On a parlé du rapport des jeunes gens au travail. Il faudrait des heures pour évoquer cette question. On fustige aujourd'hui chez ces jeunes gens une forme d'individualisme qui découle aussi d'un marché du travail particulièrement violent dans lequel, pendant très longtemps, on a utilisé les travailleurs avant de les « jeter ». Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il y ait moins d'envie de la part des jeunes générations de s'investir dans le travail. Et pourtant la nécessité pour la France de redevenir une nation de producteurs se prépare très tôt.

Si je suis d'accord avec tout ce qui a été dit sur les réformes qui doivent être portées par l'éducation nationale, j'en ajouterai une : je serais pour l'introduction à l'école primaire de cours de bricolage, de couture, pour garçons et filles, avec des leçons de choses, c'est-à-dire tout ce qui permet d'utiliser ses mains et de comprendre la fierté que l'on peut avoir à agir sur le monde, à le modifier et à produire quelque chose. J'adorerais que, dans l'école française, chaque élève doive, à la fin de sa scolarité, avoir produit de ses mains un « chef d'œuvre », même le plus simple, parce que c'est cela qui prépare ensuite au plaisir, non pas de faire de la finance, d'accumuler des chiffres et de s'enrichir, non pas de devenir millionnaire, mais tout simplement de participer à la construction de l'avenir.

Participer à la construction de l'avenir, une promesse à toute sa jeunesse que l'éducation nationale doit respecter. Il en va de la survie de la France en tant que République et, au-delà, de ce qu'on pourrait appeler une civilisation européenne. En effet, tout ce que je viens d'évoquer repose sur une spécificité qui, née au tournant de la Renaissance, s'est déployée tout au long des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles à travers l'humanisme puis les Lumières. C'est l'idée que les êtres humains peuvent penser leur liberté et s'assembler en dehors de toute référence à une transcendance afin de décider ensemble de leur destin.

S'il existe quelque chose comme une civilisation européenne, elle se retrouve dans une certaine façon de penser la liberté qu'on ne trouve pas ailleurs dans le monde. C'est cela que nous sommes en train de perdre dans un monde de plus en plus violent où certains pays ont décidé de mener une guerre cognitive à laquelle ils ont décidé de former leur jeunesse alors que nous avons renoncé à cela. Dans

un monde où partout l'on considère que la transcendance, les religions, les dogmes peuvent écraser l'humanité.

C'est cela qui doit être préservé à travers l'idée de nation, à travers le modèle républicain à la française qui est sans doute la façon que nous avons trouvée de pousser jusqu'au bout cette logique qui était à l'œuvre dans cette spécificité européenne. Cela nécessite de la part de tous ceux qui ont une parole publique de poser dans le débat tous les sujets que nous venons d'aborder et de forcer les politiques à les affronter avant qu'il ne soit trop tard. Vous disiez, Madame la présidente, que les professeurs d'aujourd'hui sont le produit du système éducatif dont nous déplorons les effets. De fait, les jeunes générations sont aujourd'hui soumises au matraquage des réseaux sociaux et laissées à la merci de ces machines de destruction. Si nous ne faisons rien nous allons vers un éclatement complet, non seulement de la nation, mais tout simplement de la société. Or nous voyons à travers la violence qui se manifeste à quel point les forces centrifuges sont extrêmement puissantes. Il est grand temps aujourd'hui de réfléchir à ce que nous voulons faire de notre jeunesse.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment pour ce propos d'une force et d'une clarté particulières.

Vous concluez en disant que la génération Z n'a pas affaire aujourd'hui principalement à une guerre économique mais à une guerre de civilisation (c'est le mot que vous avez prononcé) et que c'est donc par un meilleur appui sur la civilisation européenne, comme produit de la diversité des nations, bien entendu, qu'il faut répondre à ce défi. Défi fondé, vous l'avez souligné, sur l'irresponsabilité des parents qui laissent, dès le plus jeune âge, les enfants exposés aux réseaux numériques ... quand ils ne les mettent pas eux-mêmes en scène sur ces réseaux ! « Des parents peuvent-ils mettre en scène leurs enfants de cinq ans sur un réseau social gentillet ? » demandait-on récemment lors d'un reportage à une secrétaire d'État. La réponse était extraordinaire : « Ah non ! Il faut demander le consentement des enfants ! ».

La responsabilité de la génération qui précède la génération actuelle dans la pénétration du modèle qui est en train de ronger la pensée et les comportements de cette génération est donc très lourde.

Cela nous renvoie évidemment aux problèmes de l'école.

Je donne la parole à Philippe Guittet, ancien proviseur, ancien responsable du SNPDEN.

PHILIPPE GUITTET

Certains d'entre vous ont parlé de l'école institution. Je n'ai plus l'impression que l'école soit véritablement une institution. Elle a été désinstitutionnalisée au départ des années 1980. On a voulu en faire un instrument démocratique en donnant la parole aux parents et aux élèves et le rôle essentiel des enseignants qui était celui d'éduquer fut rendu plus difficile. On ne peut donc plus parler réellement d'institution.

Quand on parle de refaire l'école, je crois qu'il ne faut pas parler de refondation. Vincent Peillon a parlé de refondation ... ça s'est terminé par les rythmes scolaires ! Une réforme de l'école consisterait à réinstaurer l'école de la République, c'est-à-dire refaire l'institution. Là est le vrai combat que nous avons à mener.

Je ne parle pas de la concurrence de l'école privée qui est aussi un véritable désastre, en particulier la loi Guermeur sur le « caractère propre » On ne peut rien imposer aux écoles privées. Nous avons même eu un ministre, M. Pap N'Diaye, qui dialoguait avec les institutions diocésaines au lieu de prescrire des règles à chacune des écoles privées sous contrat.

La réforme Haby elle-même, qui avait vocation à allonger le temps d'enseignement des élèves, a surtout servi à étendre le temps, initialement prévu lors du primaire, de l'enseignement fondamental au sein du collège.

La notion d'« éducation positive » fait des ravages. Même un syndicat que je connais bien, l'UNSA Éducation, évoque la « bienveillance » au lieu de parler de « juste indulgence ». L'école s'aligne donc souvent sur le moins disant culturel.

Ces pratiques ne permettent pas à l'école d'être efficace.

J'ai lu récemment que notre programme de primaire est celui qui consacre le plus de temps d'enseignement fondamental aux mathématiques et au français... ce qui prouve que la qualité de la formation est d'un faible niveau !

Il faut donc revoir l'ensemble de la formation des enseignants, c'est le point essentiel.

Ce n'est pas « l'école du futur » dont a parlé le Président de la République qui permettra de progresser. C'est une école concurrentielle où les chefs d'établissement recruteraient les enseignants. On y perdrait tout ce qui permet le caractère national de l'éducation. C'est un vrai danger.

Nous devons avoir une vraie réflexion sur la manière de travailler sur l'oral et les mots dès la maternelle, puis au primaire, pour éviter toute discrimination. En effet, disposer des mots permet de s'approprier les moyens de la culture et d'éviter la violence.

C'est à partir de la réflexion que nous devons avoir que nous reconstituerons du commun. Nous avons une école massifiée certes mais cette école est la plus inégalitaire possible. L'école ne permet plus aucune évolution sociale, en contradiction absolue avec la promesse républicaine.

Je ne parle pas des questions de laïcité qui doivent être au cœur de la formation.

Nous avons devant nous un vrai travail de réinstitution de l'école de la République. Ce sera difficile.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci.

Nous sommes d'accord sur les maux et même sur les remèdes.

DANS LA SALLE

Parlant de la promesse républicaine, Mme Polony a dit que si l'on perd cet espoir le destin des jeunes est écrit. Je l'ai compris à la lumière de l'intervention de M. Lugnier qui m'a ouvert beaucoup de pistes de réflexions.

En effet, il faut faire le deuil de la promesse républicaine puisque l'école aujourd'hui ne permet plus aux jeunes d'obtenir un diplôme qui va leur permettre de s'insérer dans le marché du travail.

« Les jeunes face aux défis de la nation » ? Vous avez défini la nation : une histoire, une identité commune ... mais la nation est aussi un territoire économique puisqu'aujourd'hui c'est avec cette variable que les nations existent. Face à cette problématique du territoire économique nous devons aider les jeunes à devenir des adultes indépendants, autonomes, qui vont pouvoir trouver leur place dans le territoire économique, donc dans le milieu économique.

M. Lugnier nous a apporté des éléments de réponse qui sont de nature à m'inquiéter un peu. Selon lui, le modèle français, « conçu sur une formation complète qui vise l'émancipation de l'individu, portant en elle les fondements mêmes de l'intérêt général », s'efface au profit d'une autre conception où un certain nombre de choix sont transférés sur l'individu.

Mais c'est pourtant le monde économique et le marché du travail qui vont décider l'avenir de ces jeunes et les formations.

MICHEL LUGNIER

Je ne sais pas si je vais vous rassurer, Madame, ou vous inquiéter davantage. En tout cas il faut être mesuré par rapport au monde économique. Je vous ai dit que les rapports qu'entretenaient les jeunes au monde économique évoluaient. Ce n'est pas leur destin, ce n'est pas leur dessein, ce n'est pas ce qu'ils souhaitent aujourd'hui. Ils souhaitent, lorsqu'on les interroge, lorsqu'on les regarde, trouver du sens à leur engagement. Et comme ils ne trouvent pas de sens dans ce qu'on leur apporte ils vont le chercher ailleurs, chez ceux qui sont beaucoup plus « marketés », plus puissants pour le faire.

Voyez donc plutôt de l'espoir dans mon propos. Le jour où nous aurons des hommes politiques qui travailleront cette espérance avec un projet, un dessein clair, lisible, qui ne soit pas simplement fait d'éléments « marketés » et d'éléments de langage, alors probablement commencerons-nous à travailler le sillon - et ce sera long - mais un sillon dans lequel ces jeunes se retrouveront, tout simplement parce qu'ils vont retrouver un sens à ce qu'on va leur dire.

Ne voyez donc pas dans le modèle économique simplement un attrait des jeunes, ce n'est pas aussi simple que ça.

NATACHA POLONY

Il y a évidemment une dimension de territoire économique et, de fait, je crois que la question de la recherche de sens et de réussite de la part des jeunes est une des dimensions importantes. Mais je crois qu'il y a aussi un discours extrêmement mobilisateur autour de la promesse de ce qu'est la démocratie. Expliquer à des jeunes gens qu'ils vont collectivement décider de leur destin est tout aussi important pour eux que de leur expliquer qu'ils vont réussir leur vie, être autonomes financièrement.

Je crois que l'un des défis pour les politiques dans les années et les décennies à venir va être de réussir à articuler correctement la dimension individuelle et la dimension collective. Nous sommes dans une période où, en effet, s'est développé un individualisme qui a certes ses excès mais qui est tout à fait légitime à partir du moment où on le réinscrit dans une dimension collective. Or cette collectivité est celle de la communauté nationale parce que c'est dans la communauté nationale que nous pouvons être tous égaux.

C'est en cela que la République est un projet absolument formidable. Il ne s'agit pas de dire : nous allons nous rassembler selon des principes tribaux ou selon des intérêts économiques. Nous nous rassemblons autour d'un projet à la fois historique et culturel qui va nous porter vers l'avenir. Je crois que cela peut être extrêmement mobilisateur pour autant que ce soit formulé de cette façon.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

On ne peut mieux dire. Réussir sa vie, c'est travailler, c'est donner un sens à son travail mais c'est aussi se donner un sens dans la collectivité qui se trouve être une collectivité nationale et de civilisation, comme vous l'avez dit tout à l'heure.

ÉRIC BONSCH⁴⁶

Compte tenu de l'heure tardive, je renonce à poser une question. Simplement je veux dire à mon collègue de l'enseignement public que les enjeux sont tels que les acteurs de l'enseignement catholique de France, où l'on a beaucoup développé l'apprentissage, sont des modérés, pétris d'un certain humanisme et d'une volonté de pouvoir répondre ensemble aux enjeux éducatifs qui sont devant nous. Je pense qu'en parlant de la « concurrence » de l'école privée comme d'un « véritable désastre » il porte un très mauvais combat.

ERWAN BARILLOT⁴⁷

Merci beaucoup pour cet échange éclairant. Je poserai une question simple. On a parlé de la jeunesse. Ce qui me semble le plus important et le plus déterminant n'est pas tant l'âge que l'appartenance à une génération. On a quand même l'impression, que le Antoine Doinel des *Quatre cents coups* qui appartenait à la génération des soixante-huitards serait aujourd'hui un électeur de Macron. Chaque génération se suit d'année en année en vieillissant et le portrait que vous avez fait de la jeunesse pose forcément la question de qui seront les vieux de demain.

Faisons un peu de prospective : à quoi ressemblera le sexagénaire des années 2050 selon vous ? Qu'est-ce qui changera fondamentalement par rapport au sexagénaire d'aujourd'hui ?

⁴⁶ Éric Bonsch, ancien directeur de lycée, est délégué honoraire du Comité régional de l'enseignement catholique d'Île-de-France.

⁴⁷ Pour son roman de science-fiction *Moi, Omega*, publié le 15 septembre 2022 aux éditions Bouquins, Erwan Barillot a remporté le prix Mottart 2023 de l'Académie française.

Très bonne question. C'est sur ce pari historique que nous allons clore notre débat qui fut riche et pour lequel je remercie beaucoup tous les intervenants.

PUBLICATIONS RÉCENTES

LA FRANCE ET SES ÉLITES

Colloque du 20 juin 2023

EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

Séminaire du lundi 15 mai 2023

L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Séminaire du mercredi 29 mars 2023

OÙ VA L'ITALIE ?

Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?

Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Colloque du mardi 13 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS

Colloque du mardi 6 décembre 2022

L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Colloque du mardi 15 novembre 2022

TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE SAMUEL HUNTINGTON

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel et Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* »** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La notion européenne d'État de droit et les souverainetés nationales** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^e République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Jean-Claude Michéa persiste et signe** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital* (Albin Michel, 2023), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIXe siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Sudhir Hazareesingh, *Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIXe siècle* (Le Bord de l'eau, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **Jean-Pierre Chevènement, du défi au pari** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France* (Bouquins, 2023), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **Défense et illustration des valeurs de la République : deux contributions précieuses** », note de lecture croisée sur les ouvrages de Jean-Érich Schoettl, *La démocratie au péril des prétoires : de l'État de droit au gouvernement des juges* (Gallimard, le Débat, 2022) et de Benjamin Morel, *La France en miettes : Régionalismes, l'autre séparatisme* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **L'imaginaire des peuples, du déni au chaos ?** », note de lecture de l'ouvrage de Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel** », note de lecture de l'ouvrage de Pierre Conesa, *Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel* (L'Aube, 2022), par Erwan le Brasidec.
- « **La désindustrialisation de la France** », note de lecture de l'ouvrage de Nicolas Dufourcq, *La désindustrialisation de la France* (Odile Jacob, 2022), par Alexandre Benoit.
- « **Climat, énergie, décarbonation : Quel plan de transformation de l'économie française ?** », note de lecture de l'ouvrage du *Shift Project (avant-propos de Jean-Marc Jancovici) Climat, crises : Le Plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 2022), par Erwan Le Brasidec.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en novembre 2023